

SEANCES DU VENDREDI 13 JANVIER 1989
VERGADERINGEN VAN VRIJDAG 13 JANUARI 1989

ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERING

SEANCE DU MATIN
OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 1258.

PROJET DE LOI SPECIALE (Discussion):

Projet de loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions.

Discussion générale (Reprise). — *Orateurs*: MM. Monfils, Buchmann, Hasquin, Dillen, Bock, De Belder, p. 1258.

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 1258.

ONTWERP VAN BIJZONDERE WET (Beraadslaging):

Ontwerp van bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Algemene beraadslaging (Hervatting). — *Sprekers*: de heren Monfils, Buchmann, Hasquin, Dillen, Bock, De Belder, blz. 1258.

PRESIDENCE DE M. SWAELEN, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SWAELEN, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 h 5 m.
De vergadering wordt geopend te 10 h 5 m.

CONGES — VERLOF

MM. Kelchtermans, à l'étranger, et Vandekerckhove, pour devoirs professionnels, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Kelchtermans, buitenslands, en Vandekerckhove, wegens beroeps-plichten.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving aangenomen.

PROJET DE LOI SPECIALE RELATIVE AU FINANCEMENT
DES COMMUNAUTES ET DES REGIONS*Reprise de la discussion générale*ONTWERP VAN BIJZONDERE WET BETREFFENDE DE
FINANCIERING VAN DE GEMEENSCHAPPEN EN DE
GEWESTEN*Hervatting van de algemene beraadslaging*

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale du projet de loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions.

Wij hervatten de algemene beraadslaging over het ontwerp van bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

La parole est à M. Monfils.

M. Monfils. — Monsieur le Président, le rideau va tomber sur le dernier acte d'une étrange pièce où les spectateurs que sont les habitants de ce pays ne savent pas très bien s'ils doivent rire ou pleurer.

Je comparerais volontiers la situation que nous vivons, depuis quelques mois, à une pièce de théâtre en trois actes.

L'acte 1 est bâti comme un vaudeville. Sous l'influence du matamore fouronnais, la petite sociale-chrétienne, fatiguée des épousailles avec le rigoureux libéral, jette des œillades complices à son amant socialiste de toujours pour finalement se blottir dans ses bras en murmurant: «Lui au moins, il a du cœur!». (*Sourires.*)

A l'acte 2, la scène est sombre. Elle se passe dans un château: Stuyvenberg ou Val-Duchesse. On voit des corps mêlés. Ils sont cinq. La traîtresse sociale-chrétienne qui ne suffisait pas aux appétits socialistes a dû accepter de partager la couche nuptiale avec la Volksunie. Cris et chuchotements. Menace de rupture. Parfois chambre à part. Intervention du matamore fouronnais inquiet de ne plus jouer dans la pièce. Conspiration des cinq pour l'éliminer. Traquenard. Le matamore fouronnais y tombe. Mis en cage, il est discrètement exilé à l'Europe. L'acte se termine au petit matin blême par la signature du pacte qui lie les cinq, l'épouse sociale-chrétienne un peu troublée de s'être jetée, par l'ivresse de cet hymen violent, dans des transports un peu trop fédéralistes.

L'acte 3 se déroule sur la place publique. Soleil, musique. Des jeunes filles en fleurs chantent les «nouveaux Belges» sur l'air de la Muette de Portici.

Mais le spectateur attentif découvre des choses étranges. Dans un coin de la place, le maître de Flandre, épanoui, tient table ouverte. Celui de Wallonie, les yeux fiévreux, contemple sa bourse bien plate pendant qu'à une fenêtre, on voit deux silhouettes, l'amant socialiste et la traîtresse sociale-chrétienne, pousser doucement le malheureux Volksunie dans le vide. Y parviendront-ils? Le rideau se baisse. Suspense.

Les spectateurs s'en vont, perplexes. Certains crient: «Remboursez, on ne voulait pas de cette pièce!»; d'autres haussent les épaules: «Tout ça, c'est du cinéma!»; d'autres encore clament qu'il faudra récrire la pièce.

Tous ont tort. Ce n'est pas du cinéma. La pièce ne sera pas réécrite. Il est trop tard.

Il est arrivé le jour de... de quoi au fait? de gloire? de honte? de pacification? de déclin wallon? Est-ce qu'un grimoire hermétique de 78 articles a scellé le destin de l'Etat? Est-ce que l'avenir wallon et francophone risque de s'écrire bientôt, dans dix ans, sur des pages qui ne seront plus rattachées au grand livre de la Belgique? Une chose est sûre en tout cas: chacun s'en ira, dans quelques jours, avec ses compétences et ses moyens financiers, avec son autonomie complète, avec une solidarité purement arithmétique qui ne pourra s'exprimer par d'autres voies, avec des perspectives d'accord avec l'autre, mais qui passeront par d'incroyables juridictions qui doivent rendre d'impossibles sentences.

Même s'il y a pacification communautaire — ce qui est fort douteux, il suffit de jeter un coup d'œil sur les derniers événements au conseil communal des Fourons pour s'en convaincre — le prix de la paix est-il un juste prix?

Le malheur, dans ce pays, c'est qu'on ne peut plus répondre sereinement à une question judiciaire sans voir son avis réduit à l'aune de modèles grossiers, simplistes et préétablis.

Si vous dites que le prix à payer est trop fort, vous êtes rangé dans la catégorie des unitaristes béats que, seul, le drapeau tricolore fait encore frémir.

Si vous dites que tout va bien et que le projet est bon, vous êtes rejeté dans la catégorie des fédéralistes professionnels — comme on dit d'un joueur qu'il est professionnel — c'est-à-dire des acharnés froids et obtus dont la constance dans l'idée tient lieu de motivation ou d'idéal.

En réalité, le débat est loin d'être aussi manichéen. Qu'il ait fallu tirer l'expérience des réformes de 1970 et 1980 et approfondir la régionalisation, nul ne le conteste. Qu'on ait décidé de transférer de nouvelles matières et même de revoir le système de financement, je ne le conteste pas.

Mais fallait-il faire cette loi-là, organiser ce système de financement-là, transférer toutes ces compétences-là, créer ces absurdes juridictions-là? Toutes ces questions ont été occultées au nom du pragmatisme belge bien connu qui, paraît-il, ne s'embarrasse guère de bon langage parce qu'il n'aime que la bonne soupe.

Mais si tout le monde s'accordait sur la nécessité de mitonner un nouveau potage, il n'y avait pas d'accord sur les ingrédients employés. Certains estimaient qu'ils faisaient une excellente potion magique capable de revigorer l'Etat national, ses Communautés et ses Régions; d'autres que la soupe était innommable et que, par ailleurs, elle était mal répartie dans les assiettes, la viande allant à la Flandre, l'os, même sans la moëlle, allant dans l'assiette wallonne.

En ce qui me concerne, le jugement que je porterai sur le projet en discussion est peu sujet de contenir l'un ou l'autre à priori que je dénonçais à l'instant.

J'appartiens, en effet, à un parti qui, depuis des années, a considéré que le premier combat belge, wallon et francophone, c'était le combat pour le développement économique et social, l'assainissement des finances publiques, la lutte contre l'omniprésence de l'Etat, la promotion de l'effort individuel, éléments qui, ensemble, permettent d'établir une société libre, où doivent jouer les mécanismes de solidarité sociale à l'égard des plus démunis. Et bien sûr, je partage ce point de vue et j'adhère à ce combat.

Mais ma carrière politique se confond aussi avec la naissance et le développement des Communautés, que ce soit dans la période de 1970 à 1975, lorsqu'on parlait d'autonomie culturelle et de régionalisation préparatoire ou à partir de 1980, confronté aux problèmes de gestion de la Communauté française entraînés par le transfert des matières dites personnalisables.

La politique étant un mélange d'idéal et d'esprit de gestion, je crains fort qu'on ait sacrifié celui-ci à celui-là en transformant d'ailleurs l'idéal, qui est une notion noble, en une simple rêverie.

S'il y a, en effet, un slogan qui me paraît, à notre époque, complètement insensé, c'est bien celui qu'on entend partout,

pour défendre le projet gouvernemental: «En Wallonie et en Communauté française, il faudra faire mieux avec moins!»

Pour prendre un exemple concret, je dirais qu'on peut faire comprendre à un enseignant, à un éducateur, à un travailleur socio-culturel, que l'Etat n'a plus d'argent et qu'il faut donc diminuer les traitements et restreindre l'emploi. Mais lui dire que son emploi est supprimé non parce que l'Etat n'a plus d'argent, mais parce que le système fédéral donne moins à la Wallonie et plus à la Flandre, alors, il ne faut pas s'étonner qu'il monte aux barricades.

La paupérisation par la structure: voilà encore une nouvelle histoire belge!

C'est là le vice fondamental du projet. On essaye de faire coller les dépenses fondées sur des éléments multiples et diversifiés avec des recettes provenant de la seule richesse de chacune des Régions et Communautés. Et comme ça ne coïncide pas, on invente des systèmes de correction et de transition, étalant sur dix ans l'effort à accomplir pour la Région wallonne, pour comprimer ses dépenses, afin de se retrouver à l'aise dans son carcan de l'impôt des personnes physiques, en queue de peloton.

Maigrir pourquoi? S'appauvrir pourquoi? Freiner son développement pourquoi? Uniquement pour la satisfaction intellectuelle d'appliquer un système qui dit que, désormais, chaque Région ne dépensera pas plus qu'elle ne gagnera.

Certes, une intervention de solidarité est prévue mais si faible qu'en aucun cas, elle ne gomme l'écart entre la réalité existante et la situation future.

Cette constatation amène donc à une première conclusion qui est aussi une question: «Est-ce qu'à terme, l'inéluctable évolution divergente entre la Flandre et la Wallonie, entraînée par les moyens financiers qui évoluent de manière inversement proportionnelle — plus à la Flandre, moins à la Wallonie — ne risque pas d'entraîner une nouvelle — et ultime — réflexion sur le destin de cet Etat dont le tort aura été d'organiser lui-même les mécanismes qui, aujourd'hui, changent les équilibres, mais qui, demain, pourraient les détruire?»

La dernière porte du temple dont les grands prêtres de l'unité de l'Etat détiennent encore la clé, c'est la sécurité sociale. Nationale toujours. Pour combien de temps?

Solidarité interpersonnelle et non interrégionale, clame la majorité, sauf la Volksunie, bien sûr. Mais de petites phrases fleurissent, au hasard des débats en commission.

J'en ai relevé deux. Par exemple, celle prononcée à la Chambre par M. Vandenbroeck, président du SP qui estime que «S'il y a des divergences, comme dans le secteur des soins de santé, celles-ci sont dues à de mauvais mécanismes qui n'ont rien à voir avec la solidarité interpersonnelle. Il suffit de revoir ceux-ci...» ou encore celle du Vice-Premier ministre et ministre des Réformes institutionnelles, M. Dehaene, père de la réforme actuelle, qui déclarait: «La sécurité sociale ne pourrait cependant garder son caractère national si ses modalités d'application variaient durablement d'une Région — et d'une province — à l'autre».

Petites phrases significatives, à peine quelques touches sur une toile, mais il reste dix ans pour peindre le tableau et l'on sait toute la force, depuis des siècles déjà, de la peinture flamande...

Voilà la première réalité de ce projet — l'organisation du recul francophone et wallon — avec le risque du grand chambardement dans dix ans si l'on entame la régionalisation de la sécurité sociale.

La seconde constatation, c'est la crédulité des auteurs du projet à propos des mécanismes de concertation qu'ils ont mis au point.

On a dit — et je n'y reviendrai pas — l'erreur que constitue le transfert aux Régions des grands ouvrages dans le secteur des travaux publics, des communications et de l'hydrologie. Transferts uniques dans les annales des Etats fédéraux! Mais comme on sait, à l'avance, que cela ne marchera jamais, tant sont solides les interconnexions entre les réseaux routiers et fluviaux de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles, on a inventé

des accords de coopération et des juridictions en cas de non-signature ou de non-respect des accords.

Un honorable membre de la majorité a même parlé à propos de ces pseudo-juridictions de quatrième pouvoir — pardon pour la presse qui, jusqu'à présent, était considérée comme telle!

Comment peut-on parler de quatrième pouvoir — expression employée en commission du Sénat, si je ne m'abuse — ou de cinquième pouvoir à propos de ces pseudo-juridictions minables, au siège introuvable, à la compétence douteuse, à l'organisation inexistante, à l'insertion nulle dans l'organisation judiciaire actuelle, à l'inefficacité totale dans le suivi de leur décision? Comment peut-on faire dépendre les droits légitimes de nombreuses personnes et entreprises intéressées à la bonne harmonisation dans le secteur des travaux publics ou des communications de ces pseudo-jugements rendus par ces juridictions d'opérette?

Le projet de loi relatif à ces juridictions est à ce point mauvais que les grands sénateurs juristes de la majorité avançaient, le regard fuyant et vaguement honteux, qu'il était difficilement amendable tant les carences étaient énormes.

La majorité l'a néanmoins voté, tel quel, en commission, parce qu'il s'agissait des ordres du gouvernement et que, devant les ordres, même le Sénat sacrifie son légendaire sérieux juridique sur l'autel de la solidarité gouvernementale et du timing imposé. Pas de discussion puisqu'il ne doit y avoir aucun retard; pas de navette non plus entre la Chambre et le Sénat. Si les sénateurs de la majorité avaient voulu signer une pétition pour supprimer la haute assemblée, ils ne s'y seraient pas pris autrement.

Si l'on réalise la troisième phase de la réforme de l'Etat et que l'on modifie le rôle et la composition du Sénat, je trouve qu'entre plusieurs manières de mourir, celle qu'ont choisi, à l'occasion des discussions de ce projet, les juristes de la majorité, c'est-à-dire mourir à genoux, n'est pas la plus digne.

La troisième constatation est relative au sort de l'Etat national, purgé et saigné, mais nullement mieux après l'application de cette médecine du temps de Molière. Affaibli surtout et toujours écrasé par le poids de la dette, il lui reste, pour poursuivre l'effort d'assainissement nécessaire, deux grands secteurs: les départements d'autorité et la sécurité sociale. Compte tenu de leur structure, les premiers sont difficilement aptes à subir encore des compressions importantes. Compte tenu du passé social belge, de nos habitudes et des nécessités solidaires, la seconde n'est pas prête à accepter des coupes sombres dans son budget.

Malgré toutes les manipulations qui, dans le projet, ont permis le transfert aux Communautés et aux Régions d'une partie de la dette grâce à la création, chez celles-ci, d'un secteur budgétisé, nous sommes toujours «dans le rouge». Même les optimistes gouvernementaux, s'ils écartent l'hypothèse d'une conséquence négative sur le solde net à financer des transferts aux Régions et aux Communautés n'en concluent pas pour autant que la dette disparaîtra par la régionalisation et prophétisent, au mieux, le statu quo. Mais cela, sans prendre en compte le fait qu'un Etat amaigri n'a plus les ressources nécessaires à la poursuite de l'opération d'assainissement. Quand, après la réforme, l'Etat national sera contraint de financer 40 p.c. de ses dépenses courantes par l'emprunt, comment pourra-t-il faire autre chose que survivre?

La quatrième constatation portera sur un problème indirectement lié à ce projet de loi de financement: celui de notre crédibilité internationale. D'un côté l'*imperium*, de l'autre l'argent.

D'une part, l'Etat national garde la reconnaissance en tant qu'Etat avec tout ce qui s'y rattache: présence lors de conférences internationales, participation aux grandes négociations sur la paix, le désarmement, l'aide au tiers monde, les ressources de la planète; il reste membre à part entière auprès d'organisations intergouvernementales ou supranationales.

D'autre part, les Régions et les Communautés n'ont qu'une faible reconnaissance extérieure, jusqu'à présent, dans des matières limitées ou dans des zones géographiques limitées,

sans expérience internationale sérieuse, sans diplomatie sauf quelques attachés des Régions et des Communautés récemment désignés, mais ces entités détiennent désormais l'élément conjoint à toute action de relation extérieure: les finances.

L'éducation sera un des enjeux prioritaires de l'Europe de 1992. Qui est présent en Europe? L'Etat belge. Qui a les clés de l'Education? Chacune des Communautés. Les grandes voies de communication passant par la Belgique s'arrêteront aux portes des Régions si celles-ci ne sont pas associées au débat. Demain, le commerce extérieur, déjà partiellement touché par les transferts, changera de maître. En fait, il en aura plusieurs, beaucoup, beaucoup trop? Nous le verrons à l'usage.

Comment ne pas craindre une rivalité permanente des diverses entités autonomes pressées de recevoir, sur le plan international, la consécration d'une reconnaissance que jusqu'ici seul le droit public belge leur a accordée? Quel système choisir pour assurer, sur le plan international, notre diversité, sans nous attirer le ridicule? Comment être crédible, demain, dans l'Europe des douze, si nos partenaires doivent constater que, dans de nombreuses négociations, ce n'est plus l'Europe des douze mais des quinze ou des seize — si l'on compte la Communauté germanophone — la Belgique étant représentée par cinq personnes, ou plus exactement par six puisque nous avons la joie, depuis hier, de compter dans la Communauté française deux ministres de l'Education. Je précise d'ailleurs que ceux-ci se répartissent l'Education en fonction non pas des réseaux ou des élèves, mais bien, s'il faut croire la radio ou la presse, en fonction des masses budgétaires. On assisterait à des marchandages du style «je te passe 80 milliards de «jeune»; je te refille 40 milliards de «gosse».

Beau début pour le premier transfert et pour la première marque d'une nouvelle politique qui devait, paraît-il, changer fondamentalement l'attitude et le fonctionnement du pouvoir à l'égard de ceux qu'il prétend aider et servir.

Dans le tissu des organisations et des relations internationales, nous occupons actuellement une place. Prenons garde de la perdre en essayant de nous y asseoir à cinq: Etat central, Communautés et Régions.

La cinquième constatation est relative à la nouvelle structure budgétaire des Communautés et des Régions telle qu'elle est organisée par le présent projet. Pour financer les compétences qu'il transférerait, l'Etat a donné aux Régions et aux Communautés ce qu'il possédait: de l'argent mais aussi des dettes. C'est nouveau et c'est important.

Jusqu'à présent, les Régions et les Communautés avaient peu d'argent mais pas de dettes. Aucune n'avait augmenté les impôts. Aucune ne se ruinait en emprunts débridés. Toutes géraient, comme on disait, «dans l'enveloppe».

Le nouveau projet est un véritable appel au déficit et à l'aggravation de la charge fiscale. Dans la logique du système, aucune Région ne serait moralement répréhensible si elle finançait désormais une partie de ses dépenses courantes par l'emprunt, chose pourtant jugée comme hérétique par n'importe quel spécialiste en sciences financières.

Puisqu'on ne transfère pas l'intégralité des sommes nécessaires à la vie courante de la Région, force est de choisir entre les économies et les emprunts. Choix souvent théorique naturellement car déjà, dans une série de matières, le soutien public est à la limite. Il ne sera donc pas question de faire mieux avec moins, mais, notamment pour la Région wallonne, simplement de choisir où il faudra faire moins avec moins. Sauf bien sûr, soit à s'endetter en transmettant à la génération 2000 le cadeau empoisonné d'un budget «mangé» par la dette, soit à lever de nouveaux impôts, ruinant par là les quelques premiers efforts entrepris pour diminuer l'excès de fiscalité qui étouffait et décourageait les initiatives dans notre pays.

Certes, habilement, vous avez reporté à deux ou trois ans, selon les cas, les échéances difficiles, en tout cas du côté de la Région wallonne. L'électeur oublie vite, pensez-vous, et à tout prendre, dans trois ans, si cela va mal, ce sera tout simplement le fait des gestionnaires de l'époque de la Région, pas de ceux qui ont conçu et fait voter ce projet.

Ce jour-là, nous serons présents pour rappeler qui sont les responsables et pourquoi les difficultés surviennent.

Une transfusion s'effectue avec du sang frais, exempt de virus. Dans le processus de la transfusion sanguine de l'Etat aux Communautés et aux Régions, vous avez volontairement inoculé le virus de la dette. Il minera la santé de la Région wallonne et de la Communauté française comme il ronge depuis des années l'Etat central.

En conclusion, comme tous les dix ans, nous voilà engagés plus avant sur le chemin de l'autonomie.

1970, l'autonomie était essentiellement culturelle.

1980, c'était l'extension par les matières communautaires et le début de la prise en compte des ressources propres.

1990, c'est maintenant l'accroissement considérable des compétences régionales et communautaires et les transferts financiers fondés sur l'autonomie financière.

2000, c'est théoriquement la fin de la période transitoire et le début du nouveau système définitif. Chacun chez soi avec ses propres moyens et une solidarité minimale.

Théoriquement, ce sera cela. Mais pratiquement? La Flandre n'aura-t-elle pas à ce moment toutes les clés qu'elle voulait détenir pour choisir, seule, le destin de cet Etat?

Tirillés, comme toujours, par leur lutte stérile pour la conquête du pouvoir — ou ce qu'il en reste — les francophones ne vont-ils pas, comme ils l'ont fait ici, accepter la loi de l'autre en se mettant sur son terrain, erreur impardonnable qui est commise dans ce projet, dans l'analyse des matières transférées et dans le système du financement des compétences?

Je voudrais croire, dans l'intérêt des gens qui forment encore le peuple belge, que ce projet amène définitivement la paix ou au moins organise simplement l'armistice.

Mais les intentions qui sont à sa base sont troubles. Le système de financement est dangereux, surtout pour la Wallonie. Les contacts interrégionaux sont mal organisés. La solidarité n'est fondamentalement qu'apparente.

Pour toutes ces raisons nous avons jusqu'au bout combattu ce projet.

Mais demain, toutefois, pour les Communautés et les Régions, ce projet sera la Bible pour ceux qui y croient ainsi que pour ceux qui n'y croient pas.

De la même manière que nous avons refusé de jouer aux révolutionnaires béats, nous ne serons pas non plus des nostalgiques de l'ancien régime.

Ni exaltés ni dépassés, mais lucides et rigoureux.

Après l'installation des nouveaux Exécutifs, la semaine prochaine, c'est dès le mois de février qu'il faudra définir, pour notre Communauté française et notre Région wallonne, une ligne d'action, des objectifs, et pourquoi pas un idéal.

Pour que la population adhère définitivement aux institutions régionales et communautaires, il faudra d'autres discours et d'autres symboles que celui des nouveaux Belges qui n'est qu'une teinture au goût du jour dans laquelle on a hâtivement plongé une défroque sociale-chrétienne, perpétuellement rapiécée à force d'avoir servi avec tous les partenaires possibles et successifs.

Mais surtout, au-delà des discours et des symboles, il faudra des actes.

Comme disait Créon, dans l'Antigone d'Anouilh, «les rois — entendez les ministres — ont autre chose à faire que du pathétique personnel». Et il disait aussi: «J'ai les deux pieds par terre, les deux mains enfoncées dans les poches et puisque je suis roi — entendez ministre —, j'ai résolu... de m'employer tout simplement à rendre l'ordre de ce monde un peu moins absurde si c'est possible. Ce n'est même pas une aventure, c'est un métier pour tous les jours et pas toujours drôle comme tous les métiers. Et puisque je suis là pour le faire, je vais le faire...».

Demain, plus de revendications à l'égard de l'autre Communauté, c'est fini. Plus de gémissements sur l'insuffisance des moyens, c'est trop tard.

Plus de reproches sur le comportement de l'Etat national, c'est désormais inutile.

Agir tous les jours, pour donner l'espoir aux francophones et aux Wallons, créer leur propre solidarité, développer leur propre génie. C'est cela, demain, pour nous PRL, notre combat. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Buchmann.

De heer Buchmann. — Mijnheer de Voorzitter, bij het ontwerp van bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten rijzen heel wat vragen.

Ten eerste, wordt België nu vanaf morgen een moderne federale staat met een volle financiële verantwoordelijkheid van de Gemeenschappen en de Gewesten?

Ten tweede, is de regering erin geslaagd voor ons land een federale structuur uit te tekenen die op een rationele manier haar financiële middelen kan beheren en aldus een gevreesde nieuwe ontsparing van de openbare financiën bij de eeuwwisseling zal kunnen ontwijken?

Ten derde, houdt de voorgelegde financiering van onze federale staatsstructuur de noodzakelijke waarborg in voor de Belgische Economische en Monetaire Unie of zal deze financieringswet nieuwe spanningen creëren tussen de Gewesten en de Gemeenschappen, waardoor de Economische en Monetaire Unie juist in gevaar kan worden gebracht?

De heer Toussaint, eerste ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

Ten vierde, en dit is misschien wel de meest fundamentele vraag voor de toekomst, waarom werd van dit zo belangrijke financieringsontwerp een zo complex en onontwarbaar klunwen gemaakt met alle nefaste gevolgen van dien voor de toepasbaarheid ervan op korte en zeker op middellange termijn?

Of schuilt juist in dit laatste gegeven de hele filosofie van dit ontwerp, namelijk tegen elke prijs een politiek akkoord willen uitvoeren dat enkel gestoeld is op een opportuniteit om een louter consumptiefederalisme te installeren met negatie van elke realiteit?

Wanneer ik zou moeten antwoorden op de eerste vraag of de uitgevoerde hervorming werkelijk tot een modern federalisme zal leiden, dan kan ik alleen maar zeggen dat ik daar sterk aan twijfel.

Het was voor de leden van de oppositie geen gemakkelijke opdracht zich op dit debat voor te bereiden. Deze met de karwats door het Parlement gejaagde staatsvorming heeft, als vertaling van partijpolitieke problemen en aspiraties, elk open debat in de kiem gesmoord.

Het bereikte politiek staatsvormingsakkoord heeft niet alleen de leden van de meerderheid bij ordewoord monddood gemaakt, maar tevens werden de noodzakelijke basisgegevens om een duidelijk inzicht te krijgen in het financieringsmechanisme zeer laatstijdig en/of onvolledig ter beschikking gesteld.

Bovendien werd over een zo belangrijk ontwerp elke vraag om advies gewoonweg geweigerd. Dat was onder meer het geval voor de raadpleging van het Rekenhof om de financiële weerslag te ramen, de raadpleging van de Nationale Schoolpactcommissie om na te gaan of de fundamentele evenwichten op onderwijsvlak gewaarborgd blijven, de raadpleging van de Hoge Raad van financiën om de gevolgen te evalueren voor de evolutie van de openbare financiën, zowel tijdens de overgangsfase als in de definitieve fase, de raadpleging van de Nationale Bank om te kunnen nagaan of de Economische en Monetaire Unie voldoende wordt gevrijwaard, de raadpleging van externe deskundigen met betrekking tot bijvoorbeeld de financiële gevolgen voor Vlaanderen van het solidariteitsmechanisme. Ik kan dus alleen maar de gedwongen machteloosheid van het Parlement ten aanzien van de belangrijkste staatsvorming sinds 1830 vaststellen. Dat dit gebeurt met de instemming van die partijen die zich in de vorige legislaturen zeer scherp hebben afgezet

tegen de bijzondere-machtenwetten, lijkt mij in de gegeven omstandigheden als «zeer erg» te beschouwen.

Zowel in de PVV-senaatsfractie als in onze kamerfractie zijn steeds dezelfde vier fundamentele punten van kritiek aan de orde geweest:

1. De complexiteit en de ingewikkeldheid;
2. Het gebrek aan financiële verantwoordelijkheid van Gewesten en Gemeenschappen;
3. Een vrijwel zekere ontsparing van de openbare financiën;
4. Een bedreiging van het voortbestaan van de Economische en Monetaire Unie.

Wat de ingewikkeldheid van de nieuwe financiering van Gewesten en Gemeenschappen betreft, moet tot vervelens toe worden herhaald dat de vijf financieringswijzen op basis van de wetsbepalingen en de memorie van toelichting alleen, niet te begrijpen zijn. Boze tongen fluisteren trouwens in dit verband, dat dit juist de bedoeling zou zijn.

Ik ga de bezwaren van de PVV-fractie niet meer *in extenso* herhalen, maar het zij mij niettemin toegestaan heel in het kort op enkele punten te wijzen.

Ten eerste, de deelneming van de Gewesten, van 2 pct. in de lasten van de leningen voor de lopende uitgaven veroorzaakt door de nieuwe bevoegdheden en van 14,3 pct. in de leningslast voor de investeringsuitgaven is veel te gering.

Ten tweede hebben wij een fundamentele opmerking bij het financieringssysteem van het Gemeentefonds en het Provinciefonds, waar het percentage van de opbrengst van de personenbelasting in het Rijk niet langer wordt aangewend om de theoretische toewijzing te bepalen, maar, het hoogste percentage uitgaven van de drie Gewesten, dat wil zeggen dat van Wallonië.

Door deze «Moureaux-sleutel» of «*big spender*»-sleutel toe te passen, gaat men dus uit van de behoeften van Wallonië om uit te maken wat de andere Gewesten zullen ontvangen. Dat wil met andere woorden zeggen dat, aangezien die middelen globaal worden toegekend, ze hoger zullen liggen dan de thans toegekende middelen.

Wat ten derde de financiering van de uitgaven verbonden aan de oude bevoegdheden van de Gewesten betreft, herhalen wij onze kritiek op het «Moureaux-principe», doch, wij verliezen niet uit het oog dat de Gewesten met het voorgestelde financieringsmechanisme niet aan het tekort deelnemen.

Ook in de financiering van de onderwijsuitgaven van de Gemeenschappen moeten wij wijzen op de verdoken toegepaste «Moureaux-verdeelsleutel», door de laagste denaturaliteitscoëfficiënt in een bepaalde Gemeenschap als uitgangspunt te nemen voor de evolutie van de middelen voor de beide Gemeenschappen. Aldus neutraliseert men eventuele communautaire conflicten die zouden kunnen ontstaan door de reële denaturaliteit als basis te nemen, dit echter ten laste van de openbare financiën.

Bovendien moet het moeilijkste nog komen, namelijk hoe de financiering zal worden vastgesteld na de overgangperiode. Hierbij rijst als vanzelf de vraag hoe en volgens welke objectieve criteria de aanpassing van de verdeelsleutel voor de verdeling van het leerlingenaantal zal worden vastgesteld.

En tenslotte stellen wij vast dat met betrekking tot de financiering van de lopende uitgaven van de nieuwe bevoegdheden van de Gemeenschappen, het zogenaamde «Moureaux-beginsel» van de bonussen niet meer alleen op de vroegere bevoegdheden van de Gemeenschappen wordt toegepast, maar nu ook al tot de nieuwe bevoegdheden uitgebreid wordt. Daarenboven, en dit lijkt ons niet onbelangrijk, geldt dit beginsel ook voor de niet-deelneming in de schuldenlast.

Naast deze nogal aanvechtbare financieringstechnieken rijst de vraag in hoeverre deze nieuwe financiering een algehele financiële verantwoordelijkheid inhoudt van Gewesten en Gemeenschappen. Wij zijn in de PVV-fractie tot de ontegensprekelijke conclusie gekomen dat de Gewesten en de Gemeenschappen juist geen volheid van financiële verantwoordelijkheid zullen hebben. De redenen hiervoor zijn nogal vrij eenvoudig.

Een eerste bezwarende vaststelling is dat de structuur van de inkomsten te weinig autonomie biedt. Het financieringsontwerp legt immers veel te veel de nadruk op de subsidies en gedeelde belastingen, die wel een verwervingsautonomie inhouden, maar zeker geen fiscale autonomie waarborgen. Een kijkje over onze landsgrenzen leert ons daarenboven dat in alle federale staten er een substantieel overwicht is van de eigen inkomsten op de subsidies. In dit financieringsontwerp zijn er echter bijna evenveel subsidies als eigen inkomsten.

Een tweede belangrijke opmerking is dat het systeem van de annuïteiten onmogelijk een goede stap kan zijn in de richting van een zuinig beheer. Tijdens de besprekingen in zowel de Kamercommissie als in de Senaatcommissie is telkens door de PVV-leden erop gewezen dat er in beginsel een bijdrage is van de Gewesten in de rijksschuld.

Maar de begrotingsrealiteit leert ons dat van het totale overheidstekort, dat ongeveer 20,5 pct. bedraagt van de totale voor 1989 geplande uitgaven, de Gewesten en Gemeenschappen slechts een dekking verzekeren *pro rata* van 14,3 pct. gewestelijke investeringsuitgaven en 2 pct. lopende uitgaven nieuwe gewestelijke bevoegdheden en Gemeente- en Provinciefonds.

We mogen ook niet uit het oog verliezen dat op een begrotingsmassa van 439,6 miljard, namelijk 290 miljard voor Onderwijs en 149,6 miljard voor vroegere en nieuwe bevoegdheden buiten het onderwijs, de Gemeenschappen helemaal niet in het begrotingstekort deelnemen.

Samenvattend, en in cijfertaal uitgedrukt, betekent dit dat op een totale begroting van 648 miljard, de Gewesten en Gemeenschappen maar 7,7 miljard in het tekort bijdragen. Dit vertegenwoordigt slechts 1,2 pct., niettegenstaande het tekort 20,5 pct. bedraagt ten opzichte van de totale uitgaven. Hieruit concluderen wij dat deze geringe bijdrage helemaal niet in overeenstemming is te brengen met een systeem van financiële autonomie.

De derde factor die een schaduw werpt op de gemiste financiële verantwoordelijkheid van Gewesten en Gemeenschappen is de te beperkte fiscale autonomie.

Van zodra Gewesten bevoegd zijn om het tarief en/of de belastingbasis vast te leggen, moet men die gewestelijke belastingen beschouwen als eigen fiscale middelen, maar men kan slechts spreken van een complete fiscale autonomie wanneer het Gewest én de aanslagvoet, én de grondslag én de vrijstellingen bepaalt. Dit is op grond van artikel 4 van dit ontwerp slechts het geval voor de belasting op spelen en weddenschappen, op automatische ontspanningstoestellen en de openingsbelasting op slijterijen.

Deze marge is werkelijk te smal om te gewagen van een zekere fiscale autonomie, men kan wel gewagen van een zekere fiscale supervolmacht. Immers, de regering legt in het ontwerp het absolute verbod op om tot 1 januari 1994 inzake de personenbelasting kortingen toe te kennen. Maar ook na deze datum blijven het heffen van opcentiemen en het toestaan van kortingen afhankelijk van een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, dat achteraf door het Parlement bij wet moet worden bekrachtigd. Met andere woorden: de fiscale zelfstandigheid van Gemeenschappen en Gewesten blijft voor de toekomst zwaar gehypothekeerd. Rekening houdend met de huidige en te verwachten belastinggegevens mag ik daarenboven onomwonden stellen dat de meerderheid de Vlaamse fiscale zelfstandigheid door het goedkeuren van dit ontwerp zwaar zal miskennen.

In de toekomst is dit geen alleenstaand probleem. Zo is er vooral de controverse rond het al dan niet ontspreken van de openbare financiën als gevolg van de nieuwe financieringswijze van de Gewesten en de Gemeenschappen.

De regering suggereert zelfs dat onderhavige financieringswet de manier is om het tekort in de openbare financiën sneller weg te werken.

Wij zijn echter niet zo uitgesproken positief, blijkbaar zijn andere instellingen en/of organisaties dit ook niet.

Zo was er de veel besproken en langs regeringszijde fel gecontesteerde reactie van het Vlaams Economisch Verbond. Het VEV wees erop dat blijkbaar geen rekening werd gehouden met het tekort dat ongetwijfeld door de Gewesten en de

Gemeenschappen zal worden opgebouwd en dat wordt bepaald door hun uitgaven en handelingen.

Er was begin juli 1988 ook nog de interne nota van de studiedienst van de Nationale Bank waarin aan de hand van verschillende scenario's de invloed werd aangetoond van het nieuwe financieringsmechanisme op de evolutie van de totale overheidsschuld. Opmerkelijk hierbij is dat de totale overheidschuld van ons land zich telkens stabiliseert op een hoger niveau dan het niveau dat zou worden bereikt zonder invoering van het nieuwe financieringssysteem.

Zelfs indien wij ons samen met het VEV en de Nationale Bank zouden vergissen in die mate dat de nieuwe financieringsregeling en de uitgavenpolitiek van Gewesten en Gemeenschappen toch zouden leiden tot budgettaire overschotten, dan kan men nagenoeg met zekerheid voorspellen dat deze zullen worden aangewend voor de financiering van nieuwe uitgaven.

Op grond van al deze gegevens hebben een aantal leden van de PVV-fractie de meest indicatieve scenario's bestudeerd. Wij zijn tot de volgende vaststellingen gekomen.

Het overheidstekort zal in 1999, 63,6 miljard en in 2005, 123,2 miljard hoger liggen dan de ontwikkeling van de openbare financiën zonder invoering van het nieuwe financieringsmechanisme.

Het zij nogmaals herhaald dat deze berekeningen uitgaan van zeer optimistische regeringsuitgangspunten. Ook werd er geen rekening mee gehouden dat zonder deze nieuwe fase in de staatsvorming inzake de onderwijsuitgaven de reële denataliteit zou gelden in plaats van de laagste denataliteit van een van beide Gemeenschappen.

De uitgavenmassa exclusief interestlasten van de nationale overheid zal inkrimpen tot een budgettaire massa, die veel te beperkt is om de komende jaren via bezuinigingen het netto te financieren saldo te beperken tot 4 pct. van het BNP.

Bovenop de ontsporing die veroorzaakt wordt door het financieringsmechanisme als zodanig, voorziet het ontwerp in een mogelijke overname van schulden door de nationale overheid. Dit is onder meer het geval voor het Fonds-Nothomb.

De ontsporing van de begrotingstoestand zal zich eigenlijk al laten voelen vanaf het begrotingsjaar 1990, maar wordt alsdan, en dat tot 1996, gecamoufleerd door de massale debudgettering die het gevolg is van het annuïteitensysteem.

Een aantal budgettaire massa's die in het financieringsontwerp werden vastgelegd en die vanaf 1990 definitief zullen gelden, doen in één klap de saneringsinspanningen teniet die de jongste jaren werden geleverd. Het meest treffende voorbeeld is de sector onderwijs, die vanaf 1990 berekend wordt op een basisbedrag dat eventjes 16,7 miljard hoger ligt dan het cijfer voor 1988. Voor het Nederlandstalig onderwijs werd op de begroting van 1988, 153,1 miljard ingeschreven, op de begroting van 1989, 160,6 miljard en in de financieringswet 164,3 miljard. Voor het Franstalig onderwijs was dat 121,1 miljard voor 1988, 126,1 miljard voor 1989 en 126,6 miljard in de financieringswet.

Het annuïteitensysteem debudgetteert vanaf 1990 massaal een aantal lopende kapitaaluitgaven van de Gewesten. Slechts vanaf 1996 komt de volle weerslag van dit mechanisme in de nationale begroting opnieuw aan de oppervlakte.

Ter afronding van mijn betoog kom ik nog even terug op een basisvaststelling die ik in mijn introductie heb gemaakt, namelijk dat deze financieringswet nieuwe spanningen zal creëren tussen de Gewesten en de Gemeenschappen, waardoor het voortbestaan van de Economische en Monetaire Unie ernstig in het gedrang kan worden gebracht. Hoewel een ontsporing van de openbare financiën alleen reeds een gevaar vormt voor de EMU, zijn er toch nog een aantal elementen aan te wijzen die een zeker spanningsveld nog vergroten. Zo denk ik onder meer aan de immer aanwezige bron van conflicten juist door de afwezigheid van een normenhiërarchie.

Een andere permanente discussie zal allicht worden gevoerd rond een mogelijke beperking van de leningscapaciteit. De regering heeft immers nagelaten een duidelijk afgebakend lenings-

plafond in te schrijven volgens de middelen van de Gewesten en Gemeenschappen.

Verder houdt het tussen de Gewesten opgenomen solidariteitsmechanisme eveneens een groot risico in voor de EMU. Allereerst komt er in dit solidariteitsprincipe geen enkele stimulans voor waardoor het meest achtergestelde Gewest er werkelijk wat zou bij winnen zich dynamischer op te stellen.

Met dit eigenlijk perfide systeem kan het gebeuren dat het armere Gewest er in feite rijker op wordt dan het rijkere Gewest, uiteraard relatief per inwoner gezien. Door een solidariteitsmechanisme in te bouwen dat onmiddellijk per procentpunt in werking treedt — dit wil zeggen dat het reeds in werking treedt zelfs wanneer er tegenover het nationale gemiddelde slechts een verschil van 0,1 pct. is — wordt dit mechanisme eerder de motor van een consumptiefederalisme en zullen wij de gevolgen onvermijdelijk voelen in de spanningen die tussen de verschillende Gewesten zullen ontstaan.

Daarenboven stellen wij vast dat — ik wil hier niet in detail op terugkeren, maar het zij toch nog maar eens herhaald — er in het wetsontwerp tal van andere solidariteitsmechanismen schuilen die het geheel van de financiering complex en ondoorzichtig maken en waardoor juist de spanningen binnen de EMU in kracht zullen toenemen.

Ik besluit met de ontstellende constatacie dat onderhavig financieringsontwerp een onomkeerbaar mechanisme institutionaliseert waarbij zelfs iedere evaluatie na verloop van tijd uitgesloten is.

Daarenboven is dit mechanisme zo geconstrueerd dat het in de eerste uitvoeringsjaren zelfs de indruk wekt dat het overheidsstekort zou afnemen, maar in wezen leidt het op langere termijn naar een ontsporing van de openbare financiën.

Een wet die op een niet meer te stuiten manier het herstelbeleid dreigt te kelderen, een herstelbeleid dat pas na zo vele inspanningen en offers van iedereen nu pas echt in goede banen kwam, kunnen wij niet aanvaarden. Niemand heeft er immers belang bij een financiering goed te keuren die het land in een nieuw financieel en communautair avontuur zal storten. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Hasquin.

M. Hasquin. — Monsieur le Président, tout ou presque a été dit sur le projet de «loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions». Plusieurs dizaines de jours de discussions, des centaines de pages de rapport ont sans doute permis de souligner les faiblesses, les carences, les ambiguïtés du projet, d'épuiser l'arsenal des «bonnes» questions à poser. Et alors...? Des chiffres ont-ils pour autant été modifiés? Un iota de l'accord politique a-t-il été revu? Rien n'y aura fait; rien n'aura pu ébranler la résolution du gouvernement de s'en tenir très rigoureusement à la teneur des résultats acquis après de longues et laborieuses négociations.

Je n'ai pas l'intention de dissenter longuement sur les montants transférés aux Communautés et aux Régions, ou sur les paramètres retenus pour les évaluer. Après tant de semaines de jargon incompréhensible pour le commun des mortels, après tant d'énergie dépensée à aligner des graphiques et des statistiques sophistiquées, il est temps d'en revenir à quelques idées simples; elles résument pourtant la portée d'un projet dont l'approbation par le Sénat signifiera qu'une page de l'histoire de Belgique est définitivement tournée...

L'été dernier, la «logique politique» avait voulu, comme l'avait souligné maints observateurs, que le sort du projet de loi spéciale aux transferts des compétences soit lié à celui du projet relatif au statut des communes à facilités, chacun devant y trouver son compte.

La même «logique», disons plutôt la même méfiance, a conduit les mêmes auteurs à jumeler le vote de la loi sur le statut de Bruxelles à celui de la loi sur le financement des compétences transférées. Cette procédure a d'ailleurs permis de faire payer à Bruxelles deux fois le prix de son statut de «Région», non seulement en lui imposant un système de parité

que la démographie ne justifiait pas dans le cadre étroit des dix-neuf communes, mais aussi en surestimant, dans la répartition des moyens communautarisés, la proportion réelle des néerlandophones dans la Région de Bruxelles-Capitale.

En résumé, quelles idées-forces subsisteront de ce projet?

1^o La Flandre a d'abord choisi l'argent. Elle va bénéficier de surplus considérables par rapport à la part qui lui serait revenue dans un système, même contrôlé par elle, d'Etat national centralisé et solidaire.

2^o Les socialistes wallons ont d'abord choisi le pouvoir. Ayant encore quelques réminiscences de l'Antiquité classique, ils ont opté pour l'adage selon lequel il vaut mieux être premier dans son village que deuxième à Rome. Débarrassés du CVP, ils pourront exercer le pouvoir presque sans partage dans les nombreux domaines qui relèveront presque exclusivement des Régions et des Communautés.

En synthèse et avec le recul de la perspective historique, on retiendra que, forte de sa nouvelle vitalité économique et démographique, la Flandre, suivant en cela son destin de nation, a fait sauter les mécanismes traditionnels de solidarité qui avaient joué en sa faveur dans l'Etat belge unitaire jusqu'en 1963-1965. Fièbre de sa puissance, arrogante comme peuvent l'être les nouveaux riches, elle n'a pas accepté que se prolonge, au-delà de 25 ans, une période de solidarité qui avait fonctionné en sens inverse. Certes, des mécanismes de compensation existent encore dont la Wallonie bénéficiera pour l'essentiel, mais cette «nouvelle solidarité» est sans proportion avec l'ancienne; elle est même en partie compensée par les francophones de la Région de Bruxelles-Capitale: je rappelle, en effet, que les montants attribués à la Communauté française sont amputés de l'équivalent de 1 p.c. du produit de l'impôt des personnes physiques puisque les néerlandophones sont réputés être 20 p.c. alors que le total des recettes de l'IPP émanant des déclarants flamands de Bruxelles ne représentent que 11,6 p.c. des recettes!

Mais pourquoi épiloguer davantage? Les jeux sont faits. En revanche, il est grand temps de se pencher sur les processus de décision mis en branle ces dernières semaines par l'Exécutif. L'analyse est révélatrice du mal profond que traverse notre système parlementaire.

«Il est incontestable que nous assistons au dépérissement de la démocratie représentative au sens classique du terme.» Ce commentaire était fait par M. Marc Uyttendaele dans le numéro d'octobre 1988 que *La Revue nouvelle* avait consacré à «La Belgique moyenne». Ce jeune spécialiste de droit public se livrait, en fait, à une analyse des rapports entre l'Exécutif et les représentants de la nation au cours de l'épisode constitutionnel qui avait marqué l'été 1988; il avait pu résumer sa pensée dans un sous-titre provocant mais combien évocateur: «Le Parlement hors jeu», soulignant notamment combien — je cite — «le droit d'amendement fut une fiction».

Quelle expression retiendra-t-on à l'avenir pour qualifier l'invasible bousculade de l'hiver 1988-1989? Jamais sans doute notre système bicaméral n'aura été aussi ridiculisé, tantôt au désavantage de la Chambre des représentants, tantôt au détriment du Sénat. Le Parlement est en train de mettre un point final à ce qui restera très certainement la page la moins glorieuse du Parlement belge alors qu'était, par ailleurs, en jeu la transformation la plus révolutionnaire qu'ait connue le pays depuis sa fondation. La dérision qui s'est abattue sur le monde parlementaire, malmené comme il ne l'avait jamais été de son histoire, a été à la mesure de l'importance de l'événement.

Rarement, la rédaction de textes aussi fondamentaux aura été autant bâclée, le court terme — l'impératif de respecter le calendrier politique — l'emportant sur toute autre considération, celle, par exemple, qu'ils engageaient durablement l'avenir.

Quoi de plus illustratif que la discussion relative à l'article 72, l'ancien 68bis? En dépit de l'avis très critique du Conseil d'Etat quant à la rédaction de cette disposition qui tend, selon la justification qu'en a fournie le gouvernement, à ne pas tenir compte, pour les Communautés et les Régions, des augmentations des dépenses résultant — je cite — d'un «accord entre les autorités publiques et les syndicats» sur «la convention collec-

tive générale en matière de programmation sociale pour 1989», aussi longtemps qu'un tel accord n'existera pas, le gouvernement et sa majorité se sont refusé à revoir la formulation du texte; or, ce dernier n'était pas encore adopté à la Chambre et il était donc aisé de remédier à ses déficiences sans entraver pour autant la marche en avant de l'Exécutif; une rapide concertation sénateurs-députés pouvait s'engager pour faire la toilette de l'article: l'idée en fut repoussée avec dédain, alors que des sommes considérables sont en jeu et que les finances des Communautés et des Régions peuvent s'en trouver hypothéquées.

Comment ne pas rappeler les avatars de l'article 58 qui concerne le Conseil économique régional pour le Brabant? Son paragraphe 2, alinéa 2, est rédigé — à tout le moins dans sa version française — dans un sabir qui défie l'entendement; or, ce paragraphe avait déjà été amendé à la Chambre, avec l'accord du gouvernement, puisque la rédaction initiale était à ce point maladroite qu'elle allait diamétralement à l'encontre des intentions du gouvernement! Et c'est à partir d'une disposition telle que celle-là qu'il faudra régler le problème de l'apurement des dettes du CERB!

Mais il y a plus irritant: la désinvolture dont a fait preuve le gouvernement à l'égard du Parlement. Je ne parlerai même pas ici du rythme forcé imposé à nos travaux, l'objectif évident étant de mettre les parlementaires dans l'impossibilité de digérer des dossiers d'une rare complexité et donc d'étouffer l'opposition, voire de réduire, dans les rangs de la majorité, toute velléité de réflexion. J'évoquerai plutôt l'absence scandaleuse de ministres concernés, au premier chef, par les matières nouvelles et essentielles transférées aux Régions et aux Communautés ou par la création de nouvelles juridictions. Ceci démontre d'ailleurs à suffisance, si besoin en était encore, combien le fédéralisme qu'on nous a mitonné a été essentiellement conçu dans une perspective purement politique, dans un esprit de répartition d'influence avant de l'être dans le sens d'une amélioration des services rendus aux citoyens: les ministres censés le mieux connaître ces dossiers, ou n'ont pas eu droit à la parole, ou n'ont pas jugé indispensable de s'exprimer et de répondre aux questions, par exemple, sur les critères qui avaient prévalu au moment des choix ultimes. On en sera donc à tout jamais réduit à des conjectures.

Trois secteurs méritent ainsi d'être épinglés: l'enseignement, la politique scientifique, les juridictions de coopération.

Les sommes liées à l'enseignement représentent, à elles seules, environ 300 milliards sur les 650 dont disposent les Communautés et les Régions. C'est donc, du point de vue budgétaire, l'opération la plus importante; elle touche un secteur vital, une matière sensible; ce n'est pas l'acharnement du parti socialiste et du parti social-chrétien à s'en partager les dépouilles, au mépris de toute rationalité, qui me démentira. Or, les sénateurs n'ont jamais pu dialoguer avec les ministres de l'Education nationale sur le dossier relatif au financement de la communautarisation. En commission «Enseignement et Science», lors de la discussion du budget de 1988, les ministres prétextèrent que les négociations n'étaient pas terminées, pour éviter de répondre. Les sénateurs, quelques jours plus tard, en auront été réduits à prendre connaissance, comme tout un chacun, de communiqués de presse flamboyants publiés par le ministre Yvan Ylief. C'est d'autant plus inadmissible que l'analyse des chiffres et des articles de la loi spéciale démontrent l'inanité des fanfaronnades du député de Verviers. On aurait, entre autres choses, aimé l'entendre s'expliquer sur le sort réservé aux étudiants étrangers, fils et filles d'immigrés, ou de fonctionnaires de la CEE travaillant en Belgique, qui fréquentent nos universités et que la loi assimilait, jusqu'à présent, à des étudiants belges.

Le ministre de la politique scientifique et son secrétaire d'Etat n'ont pas davantage daigné expliciter et justifier les choix intervenus dans leur domaine de compétence. Le débat n'aurait pourtant pas manqué d'intérêt, à un moment où tous les spécialistes s'émouvaient déjà de l'extraordinaire éclatement des sources de financement public de la recherche dans notre pays. Or, la situation va empirer car il est patent, en cette époque de restrictions budgétaires, que les crédits de recherche, dont sont friands presque tous les ministres, sont davantage envisagés comme des masses de manœuvre pour distribuer des prébendes,

plutôt que comme des instruments au service d'une politique de recherche cohérente.

Lors de la réunion du CNPS du 1^{er} décembre dernier, le secrétaire d'Etat, M. Colla, a informé les membres du Conseil de diverses dispositions visant à la régionalisation des moyens destinés à la recherche.

Parmi les mesures proposées figurait la régionalisation des «trons communs» de l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture, l'IRSIA, dont le budget s'élève à 180 millions.

Ces trons communs sont, en fait, des programmes de recherche subsidiés en partie, de 20 à 40 p.c., par des «clubs» d'industries de l'ensemble du pays, en partie, entre 80 et 60 p.c., par l'IRSIA et réalisés dans une ou plusieurs universités ou instituts de recherche. Les programmes choisis relèvent de la recherche fondamentale et donc précompétitive et doivent permettre aux industries concernées d'entamer par la suite, indépendamment, leurs propres recherches appliquées dans le domaine.

Il s'agit, en fait, de collaborations université-industrie qui se sont révélées particulièrement efficaces dans le passé récent et les laboratoires dans lesquels sont effectuées les recherches sont choisis en Belgique en fonction de leur «excellence» dans le domaine concerné. Je prendrai un exemple, les recherches dans le domaine du génie génétique, soutenues simultanément par: les ACEC, Brouwerijen Artois, Gist-Spiritusfabrieken Brugge-man, Clovis Matton, la Société européenne des Semences, Amylum, Janssen Pharmaceutica, Labofina, Omnicem, Safinco, Smith Kline RIT, Solvay & Cie, Tiense Suikerraffinaderij, UCB-Bioproduits, et réalisées à l'ULB par le professeur Burny, à la Rijksuniversiteit Gent par le professeur Van Montagu et à la Faculté agronomique de Gembloux par le professeur Hilger.

Cet exemple illustre pleinement la coopération suscitée par ces «trons communs» entre industriels et institutions de recherche de l'ensemble du pays.

Il est d'ailleurs à craindre que leur existence même ne soit mise en péril par leur régionalisation et que l'on assiste à un effritement de ces collaborations et à la nécessité, pour nos entreprises, de rechercher plutôt des collaborations avec des universités et instituts étrangers, encouragées d'ailleurs par les subsides de la CEE.

Mais le Sénat ne connaîtra pas l'avis des ministres compétents sur le problème.

On ne peut pas davantage être satisfait de l'absence du ministre de la Justice lors des discussions relatives aux juridictions de coopération; pour l'instant, il a d'ailleurs préféré les joies des sports d'hiver à celles des travaux parlementaires. Or, les articles 66 et 67, anciens 61 et 62, contiennent des dispositions qui auraient mérité des éclaircissements de sa part. Ne lit-on pas au paragraphe 5 que l'article 66 ajoute à l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 qui traite des accords de coopération: «la décision prononcée n'est pas susceptible de recours et peut faire l'objet d'exécution forcée». Et lors de son exposé introductif, le Vice-Premier ministre Dehaene a confirmé qu'«en outre, il est prévu qu'aucune partie ne peut se retrancher derrière le principe de l'immunité d'exécution»; je renvoie, à cet égard, à la page 30 du rapport fait au nom de la commission de la Révision de la Constitution et des Réformes des institutions.

Plusieurs membres se sont étonnés de ce qui paraît bien être une nouveauté dans le droit belge.

Depuis quand et comment une autorité publique peut-elle en obliger une autre?

Voilà des questions fondamentales pour lesquelles on aurait souhaité disposer de réponses argumentées. Or, le problème est d'importance car il concerne de nombreux citoyens démunis, à ce jour, devant les pouvoirs publics.

Je rappellerai que l'Etat et les personnes de droit public jouissent du principe de l'immunité d'exécution. Déjà en 1841, la Cour de cassation avait décidé, à l'égard des communes, «que l'on ne pourra agir contre elles, par voie quelconque d'exécution, soit mobilière ou immobilière, soit de saisie-arrêt, pour obtenir le paiement de ce dont elles sont redevables».

D'après d'éminents juristes que j'ai consultés, des arrêts plus récents, rendus en 1966 et en 1980, ont déduit l'immunité d'exécution du principe général de la continuité du service public; ils ont ainsi exclu des saisies-arrêts pratiquées à charge d'une association de communes, ainsi que la substitution de particuliers à l'Etat dans l'exécution d'une condamnation judiciaire. L'immunité reconnue n'est assortie d'aucune condition, de sorte qu'elle peut être considérée comme « absolue ».

Doit-on s'attendre à une remise en cause de ces principes? Mais surtout, comment le gouvernement compte-t-il arriver à ses fins, d'autant que ce n'est pas nécessairement son intérêt de voir la jurisprudence renversée? Je suppose qu'en cette matière, comme dans tant d'autres, on devra se contenter d'approximations, d'affirmations hâtives, rapidement démenties par les faits.

Le mépris qui a frappé le Parlement a certes atteint les deux Chambres, mais le sort réservé au Sénat a certainement été le moins enviable. Parlons clair: la Haute Assemblée a été traitée, par l'Exécutif, comme si elle était déjà moribonde; cet état d'esprit s'est d'ailleurs répercuté dans la presse qui, sauf rare exception — *La Libre Belgique* notamment, représentée aujourd'hui —, a de plus en plus tendance à ignorer ses travaux.

Il ne suffit pas de se lamenter. Encore faut-il procéder à un examen de conscience et réfléchir aux moyens de renverser la vapeur. Une chose me paraît certaine en tout cas, le Sénat a sa responsabilité directement engagée dans le processus de dégradation de son image. A l'heure des nouvelles technologies et où tout ce qui est synonyme de modernité jouit d'une aura favorable, le train de sénateur ne peut plus rivaliser avec le TGV.

Faute d'avoir pu adapter ses méthodes de travail, notre assemblée a perdu une grande partie de sa visibilité. Le refus de rendre public le travail des commissions, la pratique surannée de conserver l'anonymat des intervenants dans les rapports de commissions, par exemple, nuisent à la publicité de nos débats. Or, à l'ère de la communication, il faut pouvoir créer l'événement, alimenter l'information médiatique. Etre absent des médias, c'est commencer à cesser d'exister: le Sénat en fait, depuis quelque temps, l'amère expérience.

Pour rester crédible vis-à-vis de l'Exécutif, il faut aussi une colonne vertébrale et je ne suis pas certain que les chefs de groupe de la majorité aient toujours fait preuve de l'énergie nécessaire pour lui tenir tête tout autant qu'à leurs homologues de la Chambre.

Quelques projets de loi scandaleusement improvisés, comme celui relatif aux juridictions de coopération, ou l'atmosphère de farce qui a entamé le projet de loi relatif à la modification de la loi de 1976 sur les CPAS ont démontré leur insigne faiblesse. Ce n'est pas la meilleure façon de se faire respecter.

Mais dépassons ce stade de l'anecdote. Je crois aussi qu'il faut pouvoir travailler mieux et de façon plus efficace. Les discours les plus longs ne sont pas nécessairement les plus pertinents. A la condition que la majorité, l'actuelle ou une autre, se confine dans un respect scrupuleux des droits de l'opposition, il faudrait pouvoir envisager de réduire le nombre des discours; tant de répétitions sont superflues et n'ajoutent rien aux débats. Pour être en prise plus directe sur l'actualité, pourquoi ne pas s'inspirer du *question time* du Parlement britannique? L'exercice est certes périlleux, mais n'est-ce pas là un moyen radical d'être davantage en osmose avec les questions d'actualité?

Bref, je ne doute pas que notre commission du Règlement et du Travail parlementaire se soit penchée sur ces problèmes, mais ce dont je suis sûr, c'est qu'il est urgent de porter le fer dans la plaie pour donner un nouvel avenir à cette assemblée. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Dillen.

De heer Dillen. — Mijnheer de Voorzitter, ik maak van de gelegenheid gebruik om een gelukkig jaar te wensen aan allen

die ik nog niet persoonlijk gesproken heb, met dien verstande dat ik voor mijn politieke tegenstanders, en die zijn toch talrijker dan mijn medestanders, een dubbele wens heb: de mislukking van hun politiek, enerzijds, maar een groot menselijk geluk, anderzijds.

Een goed half uur geleden heeft de heer Buchmann reeds gewezen op de scherpe veroordeling van het financieringsontwerp door het VEV. Degenen die *Snelberichten* van het VEV niet krijgen of wel krijgen, maar niet inkijken, hebben ook vandaag in de kranten een ultieme veroordeling van het ontwerp door het VEV kunnen lezen. Bij de stemming zullen wij zien of de senatoren het begrepen hebben.

De krankzinnigheid waarmee de eerste en de tweede fase van de zogenaamde staats hervorming met de karwats erdoor gejaagd werden, kan men best meten aan wat men kan afdoen als een anecdoten van niemendal, maar wat in wezen pure waanzin in een notedop blijft en het geheel enigszins symboliseert.

Ik was thuis en keek toevallig door het venster op oudejaarsdag tien voor drie min zeven seconden in de namiddag. Voor mijn deur stopte een slee van een wagen. Een heer stapte uit. Met een pak in zijn handen kwam hij op mijn deur af. Op die dag en dat uur ontwaakte in mij de kleine jongen wiens hart popelt van verwachting en spanning bij de gedachte aan het komende nieuwjaarsgeschenk. De tijd van het uitstappen tot het aanbellen door de heer met zijn pak was voor mij toch ruimschoots voldoende om de inhoud te schatten naar de omvang van het pak. Gulzig — wie kan het mij in zo'n omstandigheden ten kwade duiden! — schatte ik dat het drie flessen normaal formaat moesten zijn. Zou het champagne zijn? «Le vin de la victoire» schreef Jacques Isorni eens en had het Vlaams Blok geen overtuigende en overtuigende overwinning behaald op 9 oktober! — Dus Dom Pérignon wellicht, of Mumm, Roederer of Piper Heidsieck. Of zou het Remy Martin, Bisquit of een Exshaw Age d'or cognac zijn?

De heer Erdman. — Waarom geen Vlaams bier?

De heer Dillen. — Dan had het een vat bier moeten zijn en daarvoor was het pak niet groot genoeg. Het zou ook een Glenlivet, Glenfiddich of Chivas Regal whisky kunnen geweest zijn. Daar hou ik niet zozeer van, maar ik zou er toch mee tevreden geweest zijn.

Het werd helaas niets. Wanneer ik met trillende vingers — ik moet hier met mijn beschrijving toch stilaan opletten niet de indruk te wekken van de aan de drank verslaafde, van de alcoholist — het pak opende was de ontgoocheling groot en de verbijstering nog sterker. Het pak bevatte zeshonderd bladzijden van de Kamer van volksvertegenwoordigers gewijd aan de financieringswet die wij vandaag bespreken. Tien voor drie in de namiddag van oudejaarsdag. Ik weet niet — misschien kunnen de diensten van Kamer en Senaat het mij vertellen — hoeveel sleën van auto's op oudejaarsdag door Vlaanderen en Wallonië en door het enige wat men tot een derde Gewest had kunnen maken, het Duitse Gewest hebben rondgerotst en rondgetoerd om kamerleden of senatoren hun nieuwjaarsgeschenk te overhandigen. Het kan de geschiedenis ingaan als wellicht de meest mesjogge, de meest krankjoreme, de knettergekste staatsoperatie *aux frais de la princesse*. Maar niet alleen dat. Staatsoperatie ook op kosten van het sterfhuis.

Op kosten van het sterfhuis inderdaad. Zou de Eerste minister, zou er één Vice-Eerste minister, zou er één minister, zou er één staatssecretaris zijn om te geloven om zelfs maar voorwenden te geloven dat op oudejaarsdag, op oudejaarsavond, tijdens het luiden van de klokken en in Antwerpen het schallen van de scheepshoorns er één, één enkel parlamentslid zou te vinden zijn die 600 bladzijden meer dan een ongelovige blik te gunnen? Eerder zouden ze er nog kunnen toe worden gebracht naar Trafalgar square te trekken om er samen de klassieke duik in het water te nemen. Tien voor drie 's namiddags oudejaarsdag. Het is het zoveelste bewijs van dit éne verschil tussen Amerika en

België. Amerika is het land van de onbegrensde mogelijkheden, België dat van de onbegrensde onmogelijkheden.

Tien voor drie 's namiddags van oudejaarsdag is meer. Het is tevens het symbool voor het plegen van de eerste en de tweede fase, want men pleegt een misdaad. De eerste en de tweede fase zijn een misdaad tegen Vlaanderen. Ook deze financieringswet. In de eerste plaats symboliseert tien voor drie 's namiddags van oudejaarsdag de wijze waarop alles verlopen is. Voor nieuwjaar 1989, zo zwoer men, moest alles rap-rap-rap en nog sneller in kannen en kruiken zijn, klinkt het niet zo botst het. Haalde de machinist van de supersnelle Martens VIII-trein het niet, dan was er maar één oplossing. Het tempo moest in de eerste dagen van 1989 nog maar wat worden opgedreven en wanneer er vandaag of morgen iemand te lang aan het woord is, zal hij voor straf desnoods zondag moeten komen stemmen.

Ja, ook deze financieringswet als sluitstuk van de eerste en de tweede fase van de zogenaamde staatshervorming moet erdoor, klinkt het niet zo botst het, of zoals het in *Der Erbkönig* heet: «und bist Du nicht willig, so brauch'ich Gewalt.»

Vandaag krijgt men zijn zin. Daaraan moet men niet twijfelen. Daaraan twijfelt niemand. De illusie om te geloven in, te hopen op de leden van de Vlaamse meerderheidspartijen om niet tegen beter weten in te stemmen, die illusie is lang vergaan. De stemtoets-slavernij is algemeen. Niemand om uit te groeien boven de tirannie van het «zo zult ge stemmen en niet anders». De partij die uitvindster is van het «met de dood in het hart», uitvindster van «de laatste maal», uitvindster van «de allerlaatste maal», de partij van de eeuwige toegevingen op Vlaams gebied, van de eeuwige toegeeflijkheid op Vlaams gebied heeft school gemaakt. Het is een bedenkelijke school, de school van de jaknikkers voor de Waalse afdreiging, de school van de seropositieven van de Vlaamse ruggegraatverweking. En zelfs de partij van het «gedaan met geven en toegeven» werd erdoor besmet.

Men krijgt zijn zin. De financieringswet wordt vandaag, morgen, desnoods zondag goedgekeurd. En dan is er plots, als bij toverslag geen spoed meer. Dan is er plots, als bij toverslag geen haast meer. Dan is er plots, als bij toverslag geen behoefte meer aan een ticket op de supersnelle trein van de staatshervorming. Dan zegt men plots, als bij toverslag rustig, kalm aan, niet dringen.

Dan horen we Vice-Eerste minister en minister van Institutionele Hervormingen Dehaene plots, als bij toverslag verklaren dat hij — zo formuleert *Gazet van Antwerpen* het — zich niet wil laten vastpinnen voor een precieze timing voor de realisatie van deze derde fase. De Vice-Eerste minister heeft hiertoe gelijk. Hij heeft overschot van gelijk. Maar, waarom gold dit dan niet evenzeer voor de eerste en voor de tweede fase? Waarom was het daarvoor telkens de zweep, de zweep en nog eens de zweep? Waarom gold daarvoor het ultimatum «binnen deze tijd en niet anders!»? Dan horen wij dezelfde Vice-Eerste minister Dehaene plots, als bij toverslag verklaren dat de totstandkoming, dat de verwezenlijking van de derde fase niet «holderdebolder» mag geschieden. Weer kan ik de Vice-Eerste minister alleen maar roemen om zijn wijsheid. Neen, ik moet mezelf verbeteren. Ik zou de Vice-Eerste minister kunnen roemen wanneer de politieke wijsheid van zijn woorden gepaard zou gaan met een even grote dosis politieke oprechtheid. Dan had hij echter reeds met de eerste fase en ook reeds met de tweede fase het holderdebolder moeten afwijzen, verwerpen en veroordelen. Maar nee, dan was hij als het ware de patroonheilige van de zweepfabrikanten.

Nu horen we plots de voorzitter van de CVP, Herman Van Rompuy, verklaren: «Dat we na rijp beraad tot de slotsom zijn gekomen — en we parafraseren hier een geveugeld woord van Tindemans over de gewestvorming — liever geen derde fase dan een slechte derde fase.» Op het niet-denkbare gevaar af dat pers, radio en televisie hierin weer eens een «politiek akkoord» zien, een kopen en verkopen als op de markten van Vlaanderen, kan ik de voorzitter van de CVP niet anders dan gelijk en groot gelijk geven. Des te meer wordt het verkiezen van een slechte eerste fase in plaats van geen eerste fase, des te meer wordt het verkiezen van een slechte tweede fase in de

plaats van geen tweede fase, des te meer wordt dit alles steeds meer onbegrijpelijk.

Nu begint men stilaan in te zien dat de weg naar de derde fase loopt door ondermijnde gebieden, door moerassen en over drijfzand en dat voor sommigen het parool blijkbaar luidt: «Langzaam maar zeker, maar zeker langzaam en lang niet zeker.»

Over de financieringswet wordt gestemd. Klinkt het niet, zo botst het, heb ik gezegd. Het echte klinken en botsen zal voor later zijn, wanneer men met de gebroken potten zit. Dan zal men vaststellen dat haast en spoed zelden goed is en dat er inderdaad beter geen eerste fase ware geweest dan de slechte waarmee we nu opgescheept zitten, dat er inderdaad beter geen tweede fase ware geweest dan de slechte waarmee we nu opgescheept zitten, dat er inderdaad beter geen financieringswet ware geweest dan de slechte waarmee we nu opgescheept worden. Dat er inderdaad beter geen staatshervorming ware geweest dan degene die synoniem wordt van Vlaanderens grootste nederlaag.

Het echte klinken, het echte botsen, de zware ruzies, twisten en conflicten, dat alles is voor later. Men oogst altijd wat men zelf zaait. Dan zal men luidop moeten erkennen wat in de voorbije weken, en ook vandaag reeds door velen, ook door vele leden van de Vlaamse meerderheidspartijen in de wandelingen, in de gelagzaal of ergens gemoedelijk bij pot en pint fluisterend wordt erkend, namelijk dat de eerste fase een knoeiboel is, dat elk onderdeel ervan een knoeiboel is, dat de tweede fase een knoeiboel is, dat elk onderdeel een knoeiboel is en dat ook de financieringswet een knoeiboel is.

De financieringswet is alles wat men onder knoeiboel verstaat. We constateren dat ze niet eenvoudig is, dat ze ingewikkeld is, dat ze niet doorzichtig is, dat ze vol tegenstrijdigheden zit, dat ze voor allerlei interpretaties vatbaar is, dat ze vol zit met allerlei wolfijzers, schietgeweren en valkuilen, dat ze tot nieuwe conflicten aanleiding moet geven en tenslotte dat het geen instrument is waarmee men goed en deugdelijk werk kan verrichten, kortom, dat ook in de financieringswet de kat haar eigen jongen niet terugvindt.

Dan hebben we het nog niet eens gehad over het noodlottige van de financieringswet voor Vlaanderen. Ik moet hier niet meer in het lang en het breed ingaan op de verderfelijke techniciteit van dit ontwerp. Dat deed volksvertegenwoordiger Gerolf Annemans reeds uit naam van het Vlaams Blok in de Kamer. Dat deed het Vlaams Blok ten andere nog onmiddellijk daarvoor in «Ultiem Manifest», een laatste dramatische oproep om Brussel niet uit Vlaanderen weg te snijden en om de miljardenstrop van de financieringswet niet om Vlaanderens hals te leggen.

Ik denk trouwens verder aan de afwijzing van dit ontwerp in de kringen van de brede en gematigde Vlaamse Beweging. Ik zou hier bladzijden en bladzijden kunnen aanhalen, maar beperk me hier en nu tot één citaat, uit een vrije tribune in *De Financieel Economische Tijd* van 7 januari 1989, nog geen halve maand geleden. Die vrije tribune handelde over het financieringsontwerp en was van de hand van de voormalige volksnieuwsvertegenwoordiger Daniel Deconinck. Ik citeer het slot: «Het is niet te veel gezegd als we objectief spreken over sluipmoord en verraad, een verraad van klerken dan, bij gebrek aan inzicht en moed.»

Mij stemt de gedachte, neen sterker, mij stemt de zekerheid bitter dat de bleke naneven van Daniel Deconinck in het Parlement vandaag zonder enige twijfel dezelfde banvloeken als hij zouden hebben gebruikt indien ze in de oppositie zaten. Dan hadden ook zij wellicht gezegd: «Het is niet te veel gezegd als we objectief spreken over sluipmoord en verraad, een verraad van klerken dan, bij gebrek aan inzicht en moed.» Vandaag zeggen die bleke naneven dit niet meer. Vandaag zeggen wij soms meewarig, soms cynisch, soms hoonlachend, soms uitdagend, een enkele keer verdrietig, vandaag zeggen wij «wie 't schoentje past trekke 't aan».

Jarenlang hebben alle geledingen van de Vlaamse Beweging, jarenlang heeft één politieke partij, jarenlang hebben ook politici van partijen welke vandaag de meerderheid vormen, in besliste en vaak scherpe bewoordingen het feit aangeklaagd en veroor-

deeld dat jaar na jaar het versassen van miljarden Vlaams geld van Vlaanderen naar Wallonië bleef voortduren. Jarenlang hebben ze aangeklaagd en veroordeeld dat er geen einde aan die miljardendiefstal ten nadele van Vlaanderen kwam. Jarenlang werd verkondigd, werd de eis gesteld dat het moest en zou veranderen.

Er kwam geen verandering. Er veranderde niets. Het duizelingwekkend miljardengetal betekende in menselijk begrijpelijke taal dat elke Vlaming ieder jaar opnieuw meer dan veertigduizend frank afstaat aan de Walen. Er kwam geen verandering, er veranderde niets. Aan de geldstroom veranderde niets. Aan de richting van de geldstroom veranderde al evenmin iets. Wel veranderde er iets bij de politici die nu de meerderheid vormen, de meerderheidspartijen welke de regering door dik en dun, zij het dan tegen heug en meug, zij het dan voor de laatste maal, zij het dan voor de allerlaatste maal, zij het ook met de dood in het hart, steunen. Ja, bij hen veranderde er iets. Ze legden zich neer bij de geldstroom. Meer en erger nog, ze bestendigen hem. Dat is de kern, de slechte kern van dit financieringsontwerp en daarom moet het worden afgewezen.

Er wordt geschermd met de zogeheten wederkerigheid, de omkeerbaarheid van wat men solidariteit durft te noemen. Wie dat zegt, bedriegt zichzelf of anderen.

Hier hebben we alleen maar te maken met de poging om zichzelf een alibi te verschaffen. Het is een alibi dat geen steek houdt. Het is een doekje voor het bloeden dat men vandaag zelfs de goedzakigste Vlaming niet meer moet voorhouden.

Wat de zogezegde solidariteit zelf betreft, hebben we te maken met een mooi woord en een mooi begrip. Zoals vaak gebeurt met mooie woorden en mooie begrippen, wordt ook hier « solidariteit » verkeerd gebruikt en ook misbruikt. Solidariteit is goed en wel. Men kan, men moet solidair zijn in een geheel waarin de samenstellende delen solidair, broederlijk verenigd zijn en leven.

De solidariteit in het gezin is echt, goed en nodig. De solidariteit in het volk is echt, goed en nodig. De solidariteit in een volkerengemeenschap is echt, goed en nodig. De solidariteit bijvoorbeeld in een Europese gemeenschap is echt, goed en nodig. In een land echter waar altijd de ene gemeenschap door de andere gerold werd en wordt, waar een bestendige miljardenstroom in één en dezelfde richting vloeit, moet men niet alleen oversolidariteit afwijzen. Daar is doodgewoon elke solidariteit uit den boze.

Vlaanderen moet in het nog bestaande België elke solidariteit met Wallonië afwijzen, omdat het nooit op enige solidariteit van Wallonië heeft kunnen rekenen. Het tegendeel van dit laatste is waar en in de ogen van de Walen blijkbaar een verworven onrecht. Men is alleen solidair met de solidaire. Daarom mag Vlaanderen niet langer de financiële melkkoe van Wallonië blijven. De Vlaming moet eindelijk de litanie van de niet-solidariteit aanheffen. Men is niet solidair met de niet-solidaire. Men is niet solidair met de afperser.

De heer Swaelen treedt opnieuw als voorzitter op

Men is niet solidair met de zakkenroller. Men is niet solidair met de aftroggelaar. Men is niet solidair met de gauwdief.

Daarom kan noch mag in het nog bestaande Belgisch kader Vlaanderen solidair zijn met Wallonië. Daarom moet in het nog bestaande Belgisch kader Vlaanderen de geldsluizen, de geldkranen toedraaien. Daarom moet in het nog bestaande Belgisch kader Vlaanderen zijn geld ten volle ten eigen bate besteden. Daarom moet in het nog bestaande Belgisch kader Vlaanderen alle solidariteit met Wallonië afwijzen. De onafhankelijke Vlaamse staat die er moet komen, kan, moet en zal solidair zijn in en met een solidaire Europese gemeenschap. Daarom wijst het Vlaams Blok het voor Vlaanderen noodlottig en onvoorstelbaar schadelijk financieringsontwerp af.

Ik herinner tot slot aan de dramatische toespraak die professor Lieven van Gerven, de voorzitter van het Davidsfonds, op 29 december 1988 gehouden heeft voor de Vlaams-nationale Debatclub. In zijn pleidooi, waar nuchterheid en diepe beweging-

heid samengingen, vielen zijn dramatisch geladen woorden: « Dit is het vreselijke, dit is het drama dat hoe meer autonomie we krijgen, hoe onvrijer we worden. » Dit is de scherpste veroordeling van degenen, die na Brussel uit Vlaanderen weggesneden te hebben, nu ook de verkwanseling van de Vlaamse miljarden willen bestendigen. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Bock.

M. Bock. — Monsieur le Président, les grands problèmes abordés à cette tribune sont souvent hissés à un niveau tel qu'ils atteignent quasiment un degré planétaire. Par voie de conséquence, les solutions préconisées s'orientent, elles aussi, vers ce même niveau.

Tout en organisant le monde à l'échelon planétaire, il faut bien vivre et vivre implique la création d'institutions proches des gens et des choses, appelées les pouvoirs subordonnés, c'est-à-dire les provinces, les communes et les Régions. Ces dernières, désormais non subordonnées, font l'objet du présent projet de loi spéciale.

A cet égard, le calcul de la deuxième partie des moyens octroyés est fondé sur les montants de base qui s'élèvent à 37 089 milliards pour la Région flamande, à 28 345 milliards pour la Région wallonne et à un peu plus de 5,5 milliards pour la Région de Bruxelles-Capitale.

Ces masses budgétaires auraient, d'après vous, monsieur le Vice-Premier ministre, été calculées afin de rencontrer les besoins de ces institutions.

Quels sont-ils? Ils sont énormes et parfois même insoupçonnés. Même si nous n'en parlons pas souvent, ils sont pourtant réels.

En voici quelques exemples: le premier qui me vient à l'esprit concerne l'eau, son alimentation, sa distribution, son autonomie, sa qualité, son épuration, sa pollution, le volume d'eau nécessaire à la consommation, à l'industrie et j'en passe.

J'évoquerai ensuite toutes les voiries, qu'il s'agisse des grandes voiries ou de celles situées à l'intérieur des localités.

Quant à l'enseignement, on en traite souvent sur le plan de la formation. Les pouvoirs communaux et provinciaux sont d'ailleurs impliqués dans ce domaine, tant aux niveaux du parascolaire et de l'approfondissement des langues, que de l'apprentissage de l'informatique et des technologies.

Je songe aussi, en l'occurrence, à l'équipement très coûteux que requièrent les zones d'activités économiques et industrielles.

Sur un plan particulièrement proche des individus, les soins de santé occupent la première place. A cet égard, les intercommunales entraînent de lourdes dépenses pour les provinces et les communes, qu'il s'agisse des hôpitaux, des cliniques, des maisons de repos ou des traitements à domicile, sans oublier les charges de la dette des provinces ou des communes.

Au préalable, je note à l'article 71 du projet de loi que la dette est mise à charge de l'Etat pour les grandes villes. Celui-ci supportera ainsi 45 milliards de la dette irrécouvrable de la ville de Liège; un plus de deux milliards et demi pour Charleroi, sans omettre celle de Bruxelles. Ne perdons pas de vue non plus les compensations octroyées à la Flandre, à raison de 64 milliards 100 millions.

Tout cela coûtera donc très cher à l'Etat.

Je vous demande dès lors, monsieur le Vice-Premier ministre, quelle sera l'influence de cette dette? Comment l'Etat la paiera-t-il? Quelles seront les conséquences du paiement par celui-ci, sur le budget et sur les fonds mis à la disposition des Régions pour leurs fonds propres, de même que pour les fonds qu'elles attribueront aux communes et aux provinces?

Qu'advient-il, monsieur le Vice-Premier ministre, dans l'hypothèse où, l'Etat prenant à sa charge une part énorme des dettes irrécouvrables des grandes villes, celles-ci, demain, ne pouvaient payer la part qu'elles ont à supporter d'après le cahier des charges qui leur est imposé? En pareil cas, qui prendrait à nouveau le relais?

Il me paraît important de souligner que le montant de ces dettes dépasse les 100 milliards de francs. Elles atteignent, en effet, à l'heure actuelle, quelque 110 milliards de francs.

Elles concernent toutes des grandes villes. Or, il n'y a pas que des grandes villes dans le pays, il y a aussi des régions rurales.

Je voudrais, si vous le permettez, évoquer ce monde rural dont on ne parle peut-être pas assez ici.

Les régions rurales n'ont pas de grands problèmes avec la STIB, qui n'existe pas, comme beaucoup d'autres choses d'ailleurs. Les régions rurales, qui sont trop discrètes et qui gèrent leur budget avec un maximum de rigueur et d'imagination, ne vous appellent pas au secours pour payer leurs dettes irrécouvrables. Pourtant, je le répète, beaucoup de choses manquent.

Je pense, par exemple, aux hôpitaux, à leur équipement, aux moyens techniques et scientifiques mis à la disposition de ceux-ci, aux laboratoires, aux scanners, qui font défaut.

Je pense aux transports publics avec des liaisons difficiles et des moyens réduits, bien que d'un prix coûteux.

Je pense à la formation: si nos écoles rurales aux niveaux primaire et maternel peuvent être considérées comme convenables et bien équipées, nous sommes loin du compte en ce qui concerne l'enseignement moyen et technique pour différentes options. Ainsi que je l'ai indiqué en commission, dans mon canton et le canton voisin, il est impossible pour des élèves d'humanités de suivre des cours de latin et encore moins de grec. Dans l'enseignement technique, les cours se donnent dans des écoles différentes. Ce n'est donc pas l'idéal.

Un autre handicap existe. Après leurs humanités, les jeunes des régions rurales qui désirent entamer des études universitaires doivent obligatoirement quitter la région et prendre un logement à l'extérieur, solution qui entraîne des coûts supplémentaires. Dans des familles nombreuses, de telles dépenses, en Europe et à la fin du XX^e siècle, constituent parfois un empêchement matériel à mener des études universitaires.

Le monde rural, qui est un monde calme et stable mais qui contribue aux richesses de l'Etat, devrait manifestement recevoir sa part dès lors que notre communauté nationale supporte quelque 110 milliards de charges relatives aux dettes des grandes villes.

Prenons un autre exemple: celui du revenu cadastral. L'Etat fixe un taux de 1,25 p.c. auquel s'ajoutent des additionnels provinciaux, communaux et peut-être demain régionaux.

Qu'advient-il si l'ensemble de ces additionnels venait à atteindre plus de 100 p.c. du revenu cadastral?

Le propriétaire d'une maison ou d'un bien sera alors redevable d'un impôt foncier supérieur aux revenus reconnus et approuvés par le cadastre. Le risque est réel de voir cette imposition cumulée.

La page 446 du document de la Chambre indique que le secrétaire d'Etat a fait remarquer qu'il y a en fait amélioration de la situation du Fonds des communes «par rapport aux restrictions qui avaient été effectuées depuis la fin des années 70». Le gouvernement a été rechercher un montant modeste dans le passé pour pouvoir déclarer que, maintenant, la situation est meilleure qu'au moment des restrictions! C'est là une curieuse façon de comparer les choses. Un tel système permet de tout prouver. Si vous prenez l'année où les restrictions ont été les plus importantes, vous pouvez prouver qu'une amélioration est intervenue. L'opposition pourrait, elle, vous rétorquer que la diminution est catastrophique comparativement à une année antérieure plus favorable.

Toute modification peut, bien entendu, devenir une amélioration mais je voudrais savoir ce que signifie celle que vous évoquez en page 446 du document. J'aimerais que vous nous donniez quelques exemples qui nous montrent que les fonds des communes peuvent tout simplement permettre aux communes de vivre.

Je voudrais maintenant évoquer les provinces. Quel rôle le projet en discussion leur attribue-t-il? Il y a moins de deux ans, nous avons débattu ici même du projet de loi proposé par le ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Nothomb, et qui avait

pour objet la modernisation des provinces. Vous vous en rappelez certainement le contenu. M. Nothomb attribuait aux provinces un rôle de coordination, celle-ci devant être établie par le gouvernement de chaque province entre tous les directeurs des services de l'Etat, qu'il s'agisse des finances, des travaux publics, des bâtiments publics, de l'urbanisme, des contributions, de la gendarmerie, etc.

Or, cette loi est à peine appliquée. Alors que M. Nothomb considérait ce système comme la panacée, j'aimerais qu'on m'indique maintenant une province dans laquelle au moins deux de ces réunions de coordination ont été tenues.

Quel sort ce projet réserve-t-il donc à cette politique provinciale, qu'on vient à peine de moderniser?

Que deviendra le personnel du ministère de l'Intérieur affecté aux gouvernements provinciaux? Il sera régionalisé ou communalisé. Mais que fera-t-il? A quoi servira-t-il? Où travaillera-t-il? Ne court-on pas le risque de voir ce personnel déplacé du chef-lieu de province et recentralisé ailleurs, c'est-à-dire en Wallonie pour ce qui nous concerne?

Quelles mesures le projet présenté par le gouvernement a-t-il prises pour protéger des administrations provinciales comme celles de ma province de Luxembourg ou celles du Limbourg? Le gouverneur du Luxembourg qui sait, lui, de quoi il parle, craignait, il y a quelques jours encore, une concentration à Namur des anciens fonctionnaires d'Etat actuellement au gouvernement provincial à Arlon. Le gouverneur précisait: «Ce serait intolérable et inacceptable.» Il poursuivait: «Si, demain, on décidait de transférer à Namur des agents non volontaires, il est certain qu'alors, de la réserve luxembourgeoise sortiraient des indiens ayant déterré la hache de guerre.» Je suis d'ailleurs persuadé que le langage serait le même à Liège, à Mons ou en Flandre. Le gouverneur rappelait aussi qu'il ne veut pas entendre d'une future Région à deux vitesses, pénalisant la zone rurale.

Pour lui, des signes avant-coureurs de cette tendance sont déjà apparus, que ce soit au niveau du Fonds des communes ou du secteur public. Dites-nous donc quelles sont les mesures que vous avez prises pour éviter pareille agression et pareilles erreurs.

Quelques mots des finances. Quelles seront les conséquences de la loi de financement sur l'évolution de la dette de l'Etat? Quels moyens budgétaires resteront à l'Etat? De quelles ressources devra-t-il se contenter? A combien s'élèvera la charge de la dette dans le budget de l'Etat, en tenant compte du présent projet de loi? Dans le même temps, je le rappelle, l'Etat prend en charge la dette irrécouvrable des grandes villes, pour plus de 110 milliards. C'est une somme énorme, presque impossible à imaginer. Comment sera réalisé, par année, le paiement par l'Etat de la charge de cette dette?

La vie au sein d'un Etat ne consiste tout de même pas à adopter des attitudes égoïstes et à prôner le «chacun pour soi». La solidarité et la générosité doivent y régner, de même que cette notion qui permet tout simplement de mieux vivre et qu'on appelle «équilibre». Quelles mesures d'équilibre — notamment entre les grandes villes et les régions rurales — l'Etat prendra-t-il et que prévoit-il, dans le présent projet, en faveur des régions rurales, pour pallier les inconvénients et les manquements graves que j'ai évoqués ci-dessus?

Le monde rural, les Belges du monde rural ont aussi des droits. Ils ont beaucoup de mérites, dont le principal est de bien gérer leur commune et de se contenter, eux, du nécessaire en réglant leur conduite en matière de dépenses sur le baromètre des recettes.

Quant aux travaux publics, après en avoir parlé en commission, je me limiterai ici, en séance publique, aux problèmes des autoroutes. En effet, le projet prévoit leur régionalisation. Or, ces autoroutes qui s'appellent E9, E25, E40... — E comme Europe — sont des axes de liaison entre les Régions ou les pays et parfois même entre les continents. Leur vocation est internationale. Demain, il faudra programmer leur modernisation et leur entretien. Comment les différentes Régions s'entendront-elles pour réaliser les travaux indispensables si l'état technique des routes n'est plus satisfaisant?

A ce propos, je voudrais citer l'exemple de l'autoroute Liège-Bruxelles. L'automobiliste quitte Liège en région wallonne et se retrouve très rapidement en région flamande, comme l'indiquent les panneaux « Limburg ». Par la suite, l'autoroute traverse à nouveau la région wallonne puis encore la région flamande, sans oublier le Brabant. Chaque Région devra assurer l'entretien de son petit tronçon propre. Mais que se passera-t-il si la Région voisine ne le fait pas ?

Considérons aussi l'exemple de l'éclairage. Les Régions pourront déterminer de manière autonome les normes relatives à l'intensité lumineuse et à la manière d'initier et d'éteindre l'éclairage, sans parler des horaires. Arriveront-elles à s'entendre sur ces points ? Imaginons encore que les Régions décident, afin d'éviter des dérapages en hiver, d'épandre soit du chlorure soit du sable, matière plus écologique. Entre Liège et Bruxelles alterneront ainsi des zones salées et sablées.

De heer Luyten. — Om de eentonigheid te doorbreken !

M. Bock. — Imaginons de surcroît que la Région wallonne et la Région flamande fixent des vitesses maximales différentes. L'automobiliste devra alors modifier sa vitesse en fonction des tronçons empruntés. C'est profondément ridicule et parfaitement inconcevable.

Le gouvernement pourrait-il nous dire quel est l'intérêt de cette mesure de régionalisation des autoroutes ? Quel en est le motif ? Quel en est l'avantage pour le pays, pour l'utilisateur, pour la sécurité routière ? Quelle en sera l'influence sur la renommée de la Belgique à l'étranger ?

De plus, je rappelle que ces routes ont été construites par des intercommunales — les communes et les provinces — et payées par voie d'emprunts. Qui, à présent, remboursera les annuités restant dues ? De grâce, ne nous ridiculisons pas !

La même remarque s'applique au commerce extérieur. En effet, le projet prévoit la régionalisation du statut de 22 prospecteurs commerciaux. Que feront-ils et quelle sera leur répartition ? Qui représentera la hiérarchie à l'étranger ? En quoi consistera leur tâche à l'égard de leur Région et de leur pays ? Envisageons le cas d'un prospecteur commercial flamand envoyé à Lisbonne, auquel on demande de défendre un produit belge fabriqué en Flandre. Il ne se posera aucun problème. Mais imaginons qu'il s'agisse d'un marché tel, par exemple, qui serait relatif à la bière d'Orval. Ce prospecteur pourra-t-il, devra-t-il ou osera-t-il s'occuper du dossier, ou laissera-t-il échapper le contrat au profit d'un autre pays ? Une décision est-elle prise afin que les choses aillent mieux ?

Dans le même temps, l'Office belge du commerce extérieur verra un peu moins de 150 agents régionalisés. Ceux-ci seront-ils affectés aux directions régionales de l'Office, qui donnent satisfaction, ou seront-ils attachés aux Exécutifs régionaux ?

Je siége dans l'opposition, mais je ne puis m'empêcher d'observer que nous avons en Belgique un bon ministre du Commerce extérieur. Serait-il imaginable que les agents dont je viens de parler puissent être affectés en d'autres lieux que dans les directions régionales de son Office ?

Va-t-on les soumettre à d'autres autorités, créant ainsi des conflits de compétence, non pas au niveau des agents qui, eux, devront obéir, mais bien au niveau des autorités qui devront les commander ? Il serait regrettable que les agents qui obéissent et travaillent, assistent aux frictions survenant entre les autorités qui se les disputent.

L'augmentation et le renforcement du pouvoir des Régions vont diminuer les tâches de l'Etat. C'est exact, puisque près de 650 milliards vont être affectés aux Régions et aux Communautés.

Le gouvernement va sans doute en profiter pour reconcentrer ses forces et créer par exemple, le moment venu, de grands ministères des Relations extérieures, de l'Infrastructure ou des Technologies.

Comme vous disposez des moyens vous permettant de rendre plus efficace l'exercice de l'autorité et de la gestion de l'Etat,

vous allez pouvoir diminuer vos dépenses et réaliser des économies.

La presse cite souvent le fait que les cabinets ministériels coûtent 4 milliards de francs par an à l'Etat belge. Vous pourrez donc réaliser des assainissements dans ce domaine précis en réduisant le nombre des cabinets. L'occasion est unique et ne se représentera sans doute pas avant longtemps.

J'en viens au chapitre de l'agriculture. La situation de ce secteur est-elle satisfaisante ? Quel est l'avis du ministre régional wallon qui a l'agriculture dans ses attributions ? Dans une interview qu'il a accordée récemment, il dit textuellement : « J'en ai ras le bol d'être systématiquement ignoré par le ministre national de l'Agriculture. » Ce sont ses propres termes.

M. Seeuws. — Ce n'est pas là un langage parlementaire !

M. Bock. — Peut-être, mais je suis obligé de rapporter sans les déformer les propos de ce ministre régional.

Il plaide en ces termes pour une régionalisation de l'agriculture : « Je veux provoquer le national, cela doit changer. » Dans l'article qu'il écrit à propos de la brucellose, il constate que « des centaines de millions de dépenses ne servent à rien. » Il note encore, sur un plan plus général, qu'il veut « faire mieux avec moins de moyens. »

Tel est l'avis du responsable au plus haut niveau de l'agriculture en Région wallonne.

Que donne à ce secteur le présent projet de loi de financement des Régions et Communautés ? M. le rapporteur a répondu à cette question : « quelques montants sont affectés à l'IRSIA, au secteur forestier ou à la chasse des rats musqués. »

Si le projet de régionalisation s'intéresse à la politique des rats musqués, j'estime que ceux qui l'ont élaboré ne devaient pas être très musclés !

L'agriculture est un secteur qu'il serait intéressant, notamment pour la Wallonie, de régionaliser et pourtant ce projet, rédigé dans la hâte, en est loin. Il est clair que c'est la précipitation qui a présidé à son élaboration. Tout doit sortir vite, en entier, au pas de charge, alors que d'autres propositions, qui vous ont été soumises et qui sont moins coûteuses, tardent des années avant de connaître une décision favorable. Voulez-vous un exemple ? J'ai déposé il y a plus de deux ans une proposition de loi pour donner aux indépendants, qui ont cotisé toute leur vie, une pension de retraite ou de survie au moins égale au minimum accordé aux personnes âgées, à ce que l'Etat appelle lui-même le minimum vital, à partir duquel la vie est possible. Mais il faut des années pour réaliser cet objectif. Ici, au contraire, tout doit être fait tout de suite. Cela concerne d'autres dépenses bien plus importantes, que j'ai citées tout à l'heure, qui sont prises totalement en charge par l'Etat.

Enfin, je voudrais terminer par le chapitre de la sécurité sociale. Chacun sait que la sécurité sociale est vitale, c'est le cas de le dire, pour tous les Belges. La sécurité sociale assure la protection contre la maladie, les handicaps et la vieillesse. A l'heure actuelle, la sécurité sociale est nationale. La solidarité nationale joue en faveur de tous. Nationale, elle est et doit le rester. Le projet de loi prévoit la solidarité entre les Régions. Cependant, le pourcentage prévu est extrêmement faible : il correspond à plus ou moins 1 p.c.

Quelles garanties le gouvernement et les partis de la majorité peuvent-ils nous donner, qu'on ne touchera pas à la sécurité sociale, qu'elle restera nationale et ne sera pas régionalisée ou communautarisée ?

Si cette garantie ne pouvait nous être donnée par le gouvernement et par chacun des cinq partis de la majorité, c'est une digue, peut-être la dernière, qui sauterait par le vote du présent projet sur le financement des Régions et des Communautés.

Tant que ce financement que la majorité s'apprête à voter ne sera pas réalisé dans les faits, une protection, un rempart, existent contre la régionalisation de la sécurité sociale.

Dès que ce projet de loi sera voté, la sécurité sociale sera la dernière revendication du nord du pays. Vous n'aurez rien à y

opposer si ce n'est son éclatement et sa disparition, ce que nous voulons bien entendu éviter. Donnez-nous donc, monsieur le ministre, mesdames et messieurs de la majorité, si vous décidez de voter ce projet, la garantie que la sécurité sociale restera nationale. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Belder.

De heer De Belder. — Mijnheer de Voorzitter, de bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten is ten minste in twee opzichten merkwaardig.

Zij heeft een enorm belang omwille van de scharnierfunctie die zij vervult in het federaliseringsproces van ons land enerzijds, terwijl zij anderzijds een inhoud regelt die *rationae materiae* verstrekken zal hebben.

Het is voor een nieuwkomer in de politiek een bijzonder privilege om te kunnen deelnemen aan deze cruciale fase in de herziening van de Grondwet en in de hervorming van de instellingen van ons land.

Ik heb België gedurende 25 jaar vertegenwoordigd als diplomaat. Op dit ogenblik stel ik vast dat de onverschilligheid, die volgens sommige collega's de publieke opinie in deze materie zou kenmerken, beslist niet toepasselijk is op de wereld van de buitenlandse diplomaten, de internationale ambtenaren, de vertegenwoordigers van internationale banken, organisaties en bedrijven, evenals van de gespecialiseerde persluid met ons land te maken hebben en die onze handel en wandel nauwkeurig observeren.

Zij volgen met grote nieuwsgierigheid de fundamentele wijzigingen die ons land ondergaat en, hoewel een en ander ook voor hen niet steeds duidelijk is, laat dit federaliseringsproces en zijn ingrediënten hen niet ongevoelig.

Ik meen dat wij er verkeerd aan doen tegenover deze meer dan beleefde belangstelling een denigrerende houding aan te nemen en onszelf meer te bekritisseren dan nodig is, hoewel de ondertussen wereldwijd bekend geworden «Voerense toestanden» de reputatie van ons land zeker geen goed hebben gedaan.

Sedert het einde van de langste politieke crisis die België ooit heeft gekend, zijn wij met de grondwetsherziening in een stroomversnelling terechtgekomen, die met de van de week door de Senaat behandelde wet, haar voorlopig eindpunt bereikt.

Zoals in de meerderheid van de lid-staten van de Europese Gemeenschap, waarvan de grondwetten sedert de ondertekening van het Verdrag van Rome vrijwel overal in federaliserende richting zijn geëvolueerd, is dit proces ook in België voelbaar. Wij staan daarbij dus niet alleen: wij zijn wel het verst gegaan, maar daarvoor zijn er ook typisch Belgische verklaringen.

Er bestaat volgens mijn fractie, wier politieke idealen van autonomie en zelfbestuur reeds sedert het begin van deze eeuw coherent werden nagestreefd, geen tegenspraak tussen deze federaliserende wet, die wij weldra zullen goedkeuren aan de ene kant, en het Europese integratieproces aan de andere kant.

Daar waar onze nationale Grondwet vrijwel onaangeroerd is gebleven gedurende anderhalve eeuw, is zij de laatste kwarteeuw steeds sneller geëvolueerd in federale richting; dit wil zeggen dat steeds meer macht, middelen en instellingen van het centrale niveau werden overgeheveld naar gefederaliseerde niveaus, die in vele opzichten dicht bij de burger zouden staan.

Tegelijkertijd hebben alle opeenvolgende Belgische regeringen, daarbij zonder reserve door het Parlement gesteund, van bij de aanvang van de Europese Gemeenschap 30 jaar geleden, gepoogd zoveel mogelijk nationale soevereiniteit over te hevelen naar het Europese niveau. Wij zijn er immers steeds meer van overtuigd dat de natie-staat (*l'Etat-nation* van 1789), niet meer bij machte is om een reeks fundamentele problemen op zijn, nationaal, niveau op te lossen.

Steeds meer problemen moeten ten minste op Europees niveau worden aangepakt. Wij hebben er terecht op toegezien dat het mechanisme van de Europese verdragen zo degelijk, zo efficiënt en zo democratisch mogelijk zou worden om er zeker van te zijn dat onze nationale problemen, zoals inflatie, werkloosheid,

technologische achterstand, leefmilieuvloeding en dergelijke, op Europees niveau geloofwaardige en passende oplossingen zouden vinden.

Op dit historisch scharnierpunt van beide bewegingen sluiten wij met deze wet een episode af waarin het volgende duidelijk is geworden.

— In België moet in de derde en laatste fase van de staatshervorming van deze legislatuur zo snel mogelijk worden bepaald wat er in de toekomst nationaal zal blijven, namelijk de Economische en Monetaire Unie. Zij is tegelijkertijd de resultante van het voorbijgecentrifugale federaliseringsproces en het begin van het tricolore België van het begin van de volgende eeuw, namelijk wanneer de in deze wet ingeschreven overgangsfase zal zijn afgerond. Volgens de processen die ons politiek-administratief bestel transformeren, zal dat beslist niet lang meer duren. Gelukkig maar, want voor Vlaanderen is deze overgangperiode inderdaad nogal ingewikkeld en duur.

— In de Europese Gemeenschap, die in 1992 een kwantitatieve stap voorwaarts zal doen, maar die daarom haar karakter van mercantiele «supermarkt» niet zal veranderen, neemt eveneens een Economische en Monetaire Unie concretere vormen aan. Met haar *flankierende Politiken* van transport, energie, leefmilieu, *research and development*, en dergelijke, die stelselmatig meer materiaal aanbrengen in deze centripetale federale structuur, vormt ook zij een etappe van een zelfde concentrische federale beweging.

— Ter voortzetting van beide Unies, de nationale en de Europese, hebben wij er alle belang bij dat ook het nationaal niveau zo efficiënt mogelijk opereert. Voor mij is deze wet niet alleen een belangrijke etappe in het verwerven van macht en middelen voor Gemeenschappen en Gewesten. Zij is tevens een enorme uitdaging voor de nationaal gebleven instellingen en een bewijs te meer van de noodzaak om in de derde fase van de grondwetsherziening ook het dubbel mandaat en de hervorming van de nationale Senaat grondig aan te pakken.

Op Europees en internationaal niveau zullen wij de nationale Staat onverminderd verder nodig hebben vermits EG- en andere internationale verdragen alleen de Staten als partners kennen.

— Op deze drie vlakken (de Gemeenschappen en Gewesten, het nationale niveau en het Europese niveau) ziet de Volksunie de evolutie met vertrouwen tegemoet. Op geen van de drie vlakken hoeft zij iets prijs te geven van haar essentiële ideologische basis: de rationalistische mens- en maatschappijopvatting, de wisselwerking tussen persoonlijke vrijheid en gemeenschapsengagement, waarbij de aangewezen kring voor de menselijke ontplooiing de Vlaamse volksgemeenschap is, zowel in nationale als in Europese context. Zo is België voor ons inderdaad geen probleem meer. Europa zal het evenmin mogen worden en daarom moeten de volkeren er voortaan een grotere rol spelen. Dat is één van de specifieke doelstellingen van de Volksunie voor de toekomst.

Het Vlaamse probleem heeft een andere dimensie gekregen. Vandaag gaat het er om interne correcte afspraken te bedingen met de Franstaligen in federaal verband enerzijds, en anderzijds de Vlaamse Gemeenschap te wapenen om de externe, internationale, zeg maar Europese, uitdagingen aan te kunnen, en Vlaanderen in te schakelen in de duizelingwekkende technologische evolutie, met behoud weliswaar van onze culturele eigenheid. Het Vlaams nationalisme blijft ons doel; de huidige federalisering van het land is, zoals ook het Europese-Unieproces, slechts een middel tot de realisatie van de ontvoogding van ons volk.

Bij de bespreking van de inhoud van deze wet moet ik vanzelfsprekend verwijzen naar wat collega Baert heeft gezegd. Ter aanvulling leg ik enkele algemene accenten die voor de Volksunie-fractie van belang zijn. Sterk geresumeerd komt dit neer op de volgende tien punten.

Ten eerste verheugen wij ons in het algemeen over de nieuwe betrokkenheid van Gemeenschappen en Gewesten bij de besluitvorming van de nationale instanties via overleg, advies, informatie, enzovoort. Deze betrokkenheid is nu afdwingbaar voor het Arbitragehof.

Ten tweede zijn ook de samenwerkingsakkoorden afdwingbaar. Als alles goed gaat in de toekomst, zouden ze wel eens het specifieke kenmerk kunnen worden van het nieuwe federale België.

Ten derde wordt het hele stelsel opgebouwd binnen de normale eisen van de begrotingspolitiek van de huidige regering.

Ten vierde wordt het systeem van 1980 geconsolideerd: er kan dus niets meer uit worden verwijderd, tenzij met een bijzondere meerderheid. Ook de bestaande *ristorno's* kunnen niet worden verminderd, tenzij met een tweederde meerderheid.

Ten vijfde is de algemene fiscale autonomie verworven, samen met de mogelijkheid tot het geven van kortingen op samengevoegde belastingen.

Ten zesde is het belangrijk dat de groei van de middelen in de definitieve fase aan de hele groei van het BNP wordt gekoppeld. Dit is het enige belangrijke verschil met het regeerakkoord. Ieder Gewest heeft er dus belang bij zijn eigen groei te bevorderen.

Ten zevende worden de nieuwe bevoegdheden van de Gemeenschappen volgens het meest gunstige stelsel gefinancierd, namelijk met *ristorno's* op de personenbelasting.

Ten achtste treedt voor overleg inzake leningen een « knipperlichtinstantie » op in de plaats van de nationale, bevoegde begrotingsnormen. Zij is bovendien onafhankelijk en dubbel paritair samengesteld, dat wil zeggen enerzijds Nederlandstalig/Franstalig en anderzijds nationaal/subnationaal.

Ten negende is de hervorming van het Rekenhof met deelname van de Vlaamse Raad daaraan, gewaarborgd.

Ten tiende en tenslotte, meer algemeen, betekent deze speciale wet, die inderdaad in vele opzichten een staaltje van hoog gespecialiseerde « spitstechnologie » is, waarop ik bewust niet ben ingegaan, het einde van de typisch Belgische, nefaste « wafelijzercompensatiepolitiek », die vaak tot vrij absurde situaties heeft geleid.

Ik besluit met de volgende opmerking. Ook al lijkt de overgangperiode te lang en gaat zij reeds in terwijl de oude sleutels van de dotaties nog worden aangewend; ook al is de solidariteitsregeling vrij gevoelig en kan zij, door het gebrek aan dremfels, te snel in werking treden of tot « overshooting » leiden, indien zij niet voldoende verfijnd wordt; ook al zal men nauwkeurig moeten opletten voor het niet denkbeeldig gevaar van verdere bevoogding door de nationale overheid, zowel bij de bepaling van de Economische en Monetaire Unie, als bij de werking van de overlegprocedures, als bij de leningprocedure; ook al kan men zich wel indenken dat de fiscale autonomie

slechts beperkt is en dus niet zonder grenzen; ook al moet men zich ononderbroken zorgen maken over de rol die Brussel als derde Gewest tegenover de beide andere zal gaan spelen, toch is het een feit dat, mede dank zij de steun van de Volksunie, deze financieringswet de Gewesten en Gemeenschappen van start laat gaan met 610 miljard. Met de eigen belastingen meerekend, zullen zij over ongeveer 650 miljard beschikken. Dit is heel wat meer dan de 570 miljard waarin oorspronkelijk was voorzien. Met deze 650 miljard wordt het aandeel van de Gewesten in de overheidsuitgaven, de *intrestbelastingen* uitgezonderd, op 40 pct. gebracht.

Welnu, in vergelijking met andere federale staten kan het België van na deze staatshervorming gerust doorgaan voor een federaal land. Op Canada na, staat België voortaan aan de top van de federale landengroep, een feit waar de Volksunie, als vaandeldrager van het federale gedachtengoed in dit land, toch wel met enige fierheid mag naar verwijzen.

Met de financieringswet is het tweede grote deel van deze staatshervorming afgesloten. Net zoals na de eerste fase kunnen wij aannemen dat de balans positief uitvalt voor de federalisten.

De financieringswet voert een degelijk systeem in van middelenvoorziening voor Gemeenschappen en Gewesten. De werkelijk overgehevelde geldsommen zijn in de definitieve fase ruim genoeg. Het financieringssysteem is evenwichtig uitgebalancerd, het kan dus werken, het heeft een federale inslag, het voorziet de Gewesten en Gemeenschappen van middelen op basis van hun eigen inbreng, met uitzondering van de onderwijsmaterie en het wordt aangevuld met een welbegrepen solidariteitsmechanisme.

In de mate dat het een onderdeel is van de drie fasen van de staatshervorming, dit wil zeggen dat ook de Volksunie zal nodig zijn voor de derde fase, kan dit tweede deel van de staatshervorming naar mijn mening positief worden beoordeeld.

Tenslotte dank ik de heren rapporteurs voor hun « historisch belangrijk » verslag. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Dames en heren, ik stel voor onze werkzaamheden te onderbreken en de bespreking voort te zetten om 14 uur 15.

Je vous propose d'interrompre nos travaux et de poursuivre cette discussion à 14 heures 15. (*Assentiment.*)

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(*De vergadering wordt gesloten te 12 h 35 m.*)

(*La séance est levée à 12 h 35 m.*)

1272